



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)



FONDS D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)

RAPPORT TRIMESTRIEL DU FAES (OCTOBRE-DECEMBRE 2025)

JANVIER 2026

TABLE DES MATIÈRES

<u>RÉSUMÉ DU RAPPORT TRIMESTRIEL DU FAES (OCTOBRE-DÉCEMBRE 2025)</u>	<u>8</u>
<u>I. PRÉSENTATION DU FAES</u>	<u>11</u>
1.1 NOTRE IDENTITÉ	11
1.2. NOTRE MISSION	12
1.3. STRUCTURES DU FAES	12
1.4. SITUATION DU PERSONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2025	14
<u>II. CONTEXTE D'EXÉCUTION DES PROGRAMMES EN COURS</u>	<u>15</u>
<u>III. RÉALISATIONS TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DES PROGRAMMES PILOTÉS PAR LE FAES</u>	<u>17</u>
3.1 AVANCEMENT GLOBAL DES PROGRAMMES EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2025	17
3.2 RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES DU FAES (OCTOBRE-DÉCEMBRE 2025)	21
3.2.1. RESSOURCES MOBILISÉES PAR LE FAES (OCTOBRE-DÉCEMBRE 2025)	21
3.2.2. DÉPENSES RÉALISÉES PAR LE FAES (OCTOBRE-DÉCEMBRE 2025)	25
3.2.3. PRÉVISIONS ET RÉALISATIONS DES INVESTISSEMENTS DES PROGRAMMES DU FAES (OCTOBRE-DECEMBRE 2025)	29
<u>IV. CONTRIBUTION DES BAILLEURS DE FONDS À LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DU FAES (OCT.-DÉC. 25)</u>	<u>44</u>
<u>V. RETOMBÉES DES INTERVENTIONS DU FAES</u>	<u>47</u>
5.1 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS ENREGISTRÉS À TRAVERS LE PROGRAMME HA-L1137 (2021-2024) : SOURCES (ÉVALUATION FINALE RÉALISÉE PAR GDG EN 2024)	3.2
5.1.1 IMPACT ET DURABILITÉ DU PROGRAMME HA-L1137	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
5.1.2 GOUVERNANCE, RÉSILIENCE ET INCLUSION	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
5.2 RÉSUMÉ DES RÉALISATIONS DU PROGRAMME HA-J0001	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
HA-J0001- RÉDUCTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (IPC ≥ 4)	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
HA-J0001- PROTECTION SOCIALE PAR L'ALIMENTATION SCOLAIRE	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
HA-J0001- TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
HA-J0001- AUTONOMISATION DES FEMMES VULNÉRABLES	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
HA-J0001 ENREGISTREMENT DES MÉNAGES VULNÉRABLES DANS LE SIMAST	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
IMPACT DU PROGRAMME HA-J0001 (EVALUATION FINALE DU PROGRAMME RÉALISÉE PAR LE CONSULTANT DARIO CELESTIN EN 2024)	ERREUR! SIGNET NON DÉFINI.
<u>VI. ANALYSE DES RESULTATS</u>	<u>49</u>

6.1 CONTRAINTES	49
6.2 OPPORTUNITÉS.....	50
6.3 DÉFIS À RELEVER	50
 <u>VII. ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES DE QUELQUES DÉTAILS CONCERNANT LES</u>	
<u>RÉALISATIONS DU FAES (OCTOBRE-DECEMBRE 2025).....</u>	<u>51</u>

Liste des sigles

APA : Association des Producteurs Agricoles

AGR : Activités Génératrices de Revenus

BID : Banque Interaméricaine de Développement

BRH : Banque de la République d'Haïti

CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CNSA : Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (Haïti)

COMMCARE : Plateforme numérique de collecte et gestion de données (utilisée par le FAES)

DA : Direction Administrative

DF : Direction Financière

DG : Direction Générale

DIE : Direction des Initiatives Economiques

DLCP : Direction de Lutte Contre la Pauvreté

DPRI : Direction de Promotion et Renforcement Institutionnel

DPS : Direction des Projets Sociaux

DSE : Direction du Suivi et de l'Évaluation

DTM : Displacement Tracking Matrix (Matrice de Suivi des Déplacements - OIM)

FAES : Fonds d'Assistance Économique et Sociale

FAN : Fédération des Amis de la Nature

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (mentionnée indirectement via IPC)

FFA : Food for Assets (Nourriture contre Actifs - programme du PAM)

FHAF : Fonds Haïtien d'Aide à la Femme

FHONEP : Fondation Haïtienne des Organisations de l'Enseignement Privé

FNE : Fonds National de l'Enseignement (mentionné dans le cadre du programme Koweït)

GDG : Groupe de Développement et de Gestion (consultant)

GHESKIO : Groupe Haïtien d'Étude du Sarcome de Kaposi et des Infections Opportunistes (centre de santé)

GOH : Gouvernement d'Haïti (Government of Haiti)

HAVA : Association Haïtienne des Agences Bénévoles

HTG : Gourde haïtienne (devise)

IEC : Information - Éducation - Communication

IHSI : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

IPC : Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification)

MAST : Ministère des Affaires Sociales et du Travail (Haïti)

MEF : Ministère de l'Économie et des Finances (Haïti)

MENFP : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (Haïti)

MPCE : Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (Haïti)

OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

OPS : Opérateurs de Services / Organisation Panaméricaine de la Santé (selon le contexte)

PDI : Personnes Déplacées Internes

PLIS : Plateforme en Ligne d'Intermédiation des Services (emploi)

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PRPRLD : Programme de Rénovation des Pôles Régionaux et Locaux de Développement

PSM : Propensity Score Matching (appariement par score de propension - méthode statistique)

PSTD : Programme de Structuration Territoriale et de Développement

PUM : Programme d'Urgence Multisectoriel pour l'apaisement et la réinsertion des groupes vulnérables

PVVIH : Personnes Vivant avec le VIH

RCSI : Risk Control Self-Assessment (Évaluation personnelle du contrôle des risques - indice utilisé par le PAM)

RK : Restaurant Communautaire / "Restaurant Kontan" (dans le contexte PUM)

RNDDH : Réseau National de Défense des Droits Humains

SIMAST : Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (Haïti)

SIMT : Système d'Information sur le Marché du Travail (mentionné dans l'évaluation HA-L1137)

TOMPORTAIL : Plateforme numérique de gestion (utilisée par le FAES et le MAST)

TP : Trésor Public

UAI : Unité d'Audit Interne

UAS : Unité d'Appui au Système (district sanitaire)

UC : Unité de Communication

UCBR : Unité de Coordination des Bureaux Régionaux

UEP : Unité d'Étude et de Programmation

UL : Unité Légale

UPM : Unité de Passation des Marchés

USD : Dollar américain (devise)

UTM : Unité de Transferts Monétaires

VBG : Violence Basée sur le Genre

RÉSUMÉ DU RAPPORT TRIMESTRIEL DU FAES (OCTOBRE-DÉCEMBRE 2025)

Portefeuille des Programmes et Contexte Opérationnel

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2025-2026 (octobre-décembre 2025), le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a dû déployer ses interventions dans un contexte national de crise profonde, marquée par une insécurité généralisée paralysant l'accès à des départements clés comme l'Ouest, l'Artibonite et le Centre, une insécurité alimentaire aiguë touchant 4,9 millions de personnes, et une inflation galopante avoisinant les 30%. Malgré cet environnement extrêmement contraignant, l'institution a maintenu ses opérations d'assistance. Le portefeuille actif comptait neuf (9) programmes principaux, financés par divers bailleurs. La situation globale de ces programmes est très contrastée : les programmes de réponse d'urgence et ceux financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) montrent une activité significative, tandis que les programmes d'infrastructure financés sur fonds publics nationaux (Trésor Public) accusent un retard important, avec des dates de fin théoriques souvent dépassées (2020-2023) mais un statut toujours "en cours". Le Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM) domine l'agenda, représentant l'effort principal de réponse du Gouvernement Haïtien à la crise humanitaire.

Mobilisation des Ressources Financières

La performance de mobilisation des ressources pour le trimestre est mitigée. Sur un besoin total prévisionnel de **14 539 553 545 HTG** pour l'exercice, **8 224 206 303 HTG** ont été mobilisés au premier trimestre, soit un taux global de **56,6%**. Cette moyenne cache des réalités opposées selon les sources de financement. Les financements externes affichent un taux de mobilisation de 65,2%, performance largement portée par la BID qui a, à elle seule, mobilisé 84,7% de l'enveloppe externe. À l'inverse, les financements internes (Trésor Public) ne sont mobilisés qu'à 44,3%, révélant des retards chroniques dans les décaissements de l'État.

Exécution des Dépenses de Fonctionnement et des Investissements

L'exécution budgétaire du trimestre révèle une gestion contrainte et déséquilibrée. Les dépenses d'appui au fonctionnement (salaires, services, immobilisations) n'ont été exécutées qu'à 16,39% de leur budget annuel (741.6 millions HTG). Cette faible consommation est principalement due à la non réalisation (0%) des dépenses d'immobilisation (véhicules, équipements et autres) du programme PUM. Les fonds disponibles ont donc été quasi exclusivement alloués à la masse salariale.

Concernant les investissements dans les programmes sociaux, le taux de consommation s'élève à 15,73% sur un portefeuille de 13,5 milliards HTG. L'exécution est structurellement dominée par le PUM, qui a représenté 64% des décaissements d'investissement du trimestre (1,36 milliard HTG). À l'opposé, les programmes d'infrastructure nationaux (PRPRLD, PSTD, réhabilitation de 28 écoles) ont enregistré un décaissement nul (0 HTG) au cours de la période, signant un échec opérationnel sur cet axe stratégique.

Performance Technique et Financière Globale

La performance du FAES au premier trimestre est duale et contrastée. Financièrement, le taux d'exécution du budget consolidé (investissements + fonctionnement) est de 15,76%, soit 2,249,100,823.11 HTG décaissés. Le ratio entre investissements et fonctionnement est de **17,5 : 1,00** confirmant le modèle d'une institution allouant

l'essentiel de ses ressources à l'aide directe. Techniquement, la performance est éclatée. L'axe "Assistance Humanitaire et Filets Sociaux" enregistre des résultats tangibles : le PUM a distribué 116 280 kits alimentaires et 264 000 plats chauds, tandis que le programme HA-J0005 (BID) a touché 11 018 ménages avec des transferts monétaires. En revanche, l'axe "Relance Économique et Infrastructures" est en échec complet, avec un avancement technique de 0% pour tous les projets de construction et de réhabilitation.

Analyse des Résultats : Contraintes, Opportunités et Défis

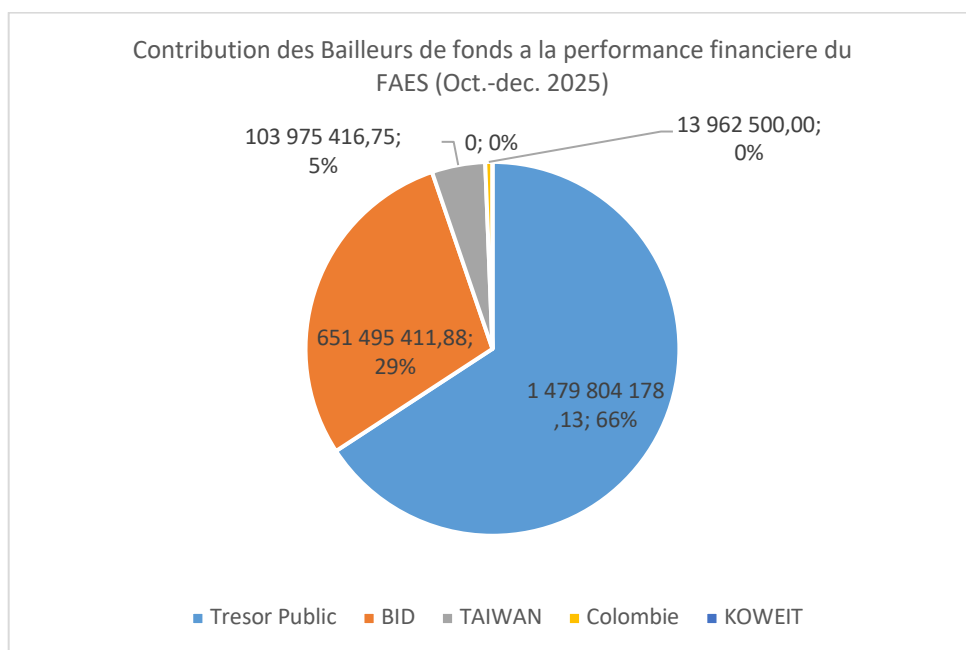
L'analyse révèle que la performance est freinée par des **contraintes internes critiques** : déficits dans les systèmes de suivi (COMMCARE sous-alimenté, volet biométrique inactif, absence d'enregistrement systématique de tous les programmes), lourdeurs administratives, disparités salariales sources de démobilisation, et une **faible discipline de reporting** (rapports périodiques non fournis à temps, sous-utilisation des outils collaboratifs comme Google Drive Partage). Ces faiblesses limitent la vision consolidée de la performance et la capacité d'ajustement en temps réel.

Cependant, des **opportunités** existent : renforcement des bureaux régionaux, capitalisation sur les technologies digitales et les transferts électroniques, et communication externe proactive. Les **défis principaux** sont : imposer une discipline de reporting stricte et l'utilisation systématique des outils de suivi, optimiser les processus internes, relancer les projets d'infrastructure, diversifier les financements, et mettre en place une politique intégrée de motivation et de rétention du personnel.

Contribution des Bailleurs de Fonds

La structure de financement des interventions du trimestre révèle une dépendance stratégique prononcée. Sur les 2 249 millions HTG décaissés entre octobre et décembre 2025, près de 95% provenaient de seulement deux sources :

- Le Trésor Public haïtien a contribué à hauteur de 1 480 millions HTG, soit 65,8% du total, essentiellement via le financement du programme PUM.
- La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a contribué 651 millions HTG, représentant 29,0% des décaissements.
- Les autres partenaires (Taïwan, Colombie) ont joué un rôle marginal, et le partenaire Koweït n'a effectué aucun décaissement sur les comptes du FAES selon ses propres modalités. Parmi les financements externes, la prédominance de la BID est écrasante, puisqu'elle représente près de 85% de cette enveloppe.



Ce premier trimestre 2025-2026 confirme la capacité résiliente du FAES à maintenir un canal vital d'assistance humanitaire d'urgence dans un contexte de crise extrême. Toutefois, il met en lumière avec acuité les **vulnérabilités structurelles** de l'institution : une dépendance financière excessive à un programme (PUM) et un partenaire (BID), des rigidités administratives internes, des lacunes dans les systèmes de suivi et de reporting, et une incapacité patente à exécuter les petits projets d'infrastructure au sein des communautés. La performance globale est donc jugée **insatisfaisante**, car les succès partiels dans l'urgence ne compensent pas l'inaction totale dans le développement structurel et les défaillances de gestion interne. Ainsi, assurer la pérennité et l'impact durable des interventions nécessitera impérativement : **1)** de renforcer la discipline de «reporting» et l'utilisation obligatoire des outils de suivi, **2)** de débloquer les procédures administratives, **3)** de diversifier les partenariats financiers, et **4)** de restaurer la capacité d'exécution sur les projets structurants de développement ; 5) le maintien de la systématisation de la redevabilité et de la gestion transparente des interventions confiées à l'institution

I. Présentation du FAES

1.1 Notre identité

- **Le FAES est une agence d'exécution d'excellence du Gouvernement.** C'est une entité « étatique » qui s'engage à être remarquable dans sa capacité d'exécution de programme et de projets financés par le Trésor Public ou les bailleurs internationaux dans le temps tout en prenant soin de garder le meilleur rapport qualité prix sur le marché de gestion des projets. A cet effet, la culture du FAES se base sur trois valeurs : **la valorisation des talents, l'agilité, la performance.**

Les ressources humaines qualifiées et expérimentées sont les premiers actifs du FAES et nous valoriserons ces talents tout en attirant d'autres. Nous avons pu retenir au niveau des directions techniques des cadres ayant plus de 15 ans dans la conception, l'exécution et l'évaluation de programmes et projets. Nous avons mis au niveau du FAES un système de gestion de ressources humaines pour attirer et retenir les meilleurs talents. Chaque cadre du FAES devra avoir l'assistance nécessaire pour atteindre son potentiel pour son épanouissement professionnel et le renforcement de l'Institution. La performance comme valeur partagée guidera le recrutement et la promotion.

- **Le FAES se distingue par son agilité d'intervention.** Le FAES est capable d'intervenir plus rapidement que beaucoup d'autres institutions dans les différentes étapes d'exécution de programmes ou projets. Cette institution a aussi les capacités de maintenir la continuité de ses opérations et de suivre ses lignes stratégiques même en période de chocs naturels, de troubles politiques ou sociaux.
- **Le FAES est une Institution qui se base sur l'évidence et la performance.** La culture de la performance est d'abord internalisée auprès de notre personnel et constitue notre engagement auprès de nos partenaires du Gouvernement ou de l'International. Se fixer sur les résultats et renforcer notre capacité de répondre aux attentes nous permet de distinguer l'essentiel de l'accessoire puis d'assurer une feuille de route commune de dialogue pour notre équipe et nos partenaires.
- **Le FAES est une institution respectueuse des normes et des procédures.** Le FAES croit que le respect des normes de marchés publics, de gestion de projet est non seulement une exigence de conformité mais un sceau de bonne gouvernance et un outil de promotion de la croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PME), ses fournisseurs de services. Dès sa création en 1990, le FAES s'est distingué par le respect des procédures et durant plus d'une décennie par sa capacité de faire respecter les procédures de marchés publics et sa capacité de répondre aux exigences des bailleurs de fonds.

En 2017, le processus de restructuration a permis à l'institution d'envoyer un signal positif aux bailleurs. Suite aux efforts consentis au cours de ces dernières années, le FAES a su gagner la confiance de plusieurs donateurs au cours de l'année 2020. Notre équipe s'assure toujours de respecter les normes et procédures du Gouvernement autant que ceux de nos partenaires en appliquant la rigueur et la transparence.

La rigueur est une qualité indispensable de notre personnel dans l'application des normes et des procédures. Le FAES exige un grand effort intellectuel de son équipe pour une connaissance approfondie de la loi sur les marchés publics et des procédures de passations de marché pour chaque bailleur. Cette maîtrise des normes est corolaire au besoin d'une grande exactitude dans leur application. La rigueur exige objectivité.

La transparence est un principe fondamental du FAES qui exige une obligation de publicité active des interventions du FAES. La transparence exige une responsabilisation et participation dans l'action du FAES par qui de droit et en particulier une connaissance à priori de l'action publique du FAES par le public cible. **D'où le rôle fondamental du ciblage de la population bénéficiaire dans les interventions du FAES.** Le FAES s'engage à utiliser les nouvelles technologies de l'information pour renforcer sa culture de transparence durant les prochaines années. La transparence est un facteur pour améliorer les pratiques de gestion dans l'intérêt général par la dissémination de l'information et par la participation.

1.2. Notre Mission

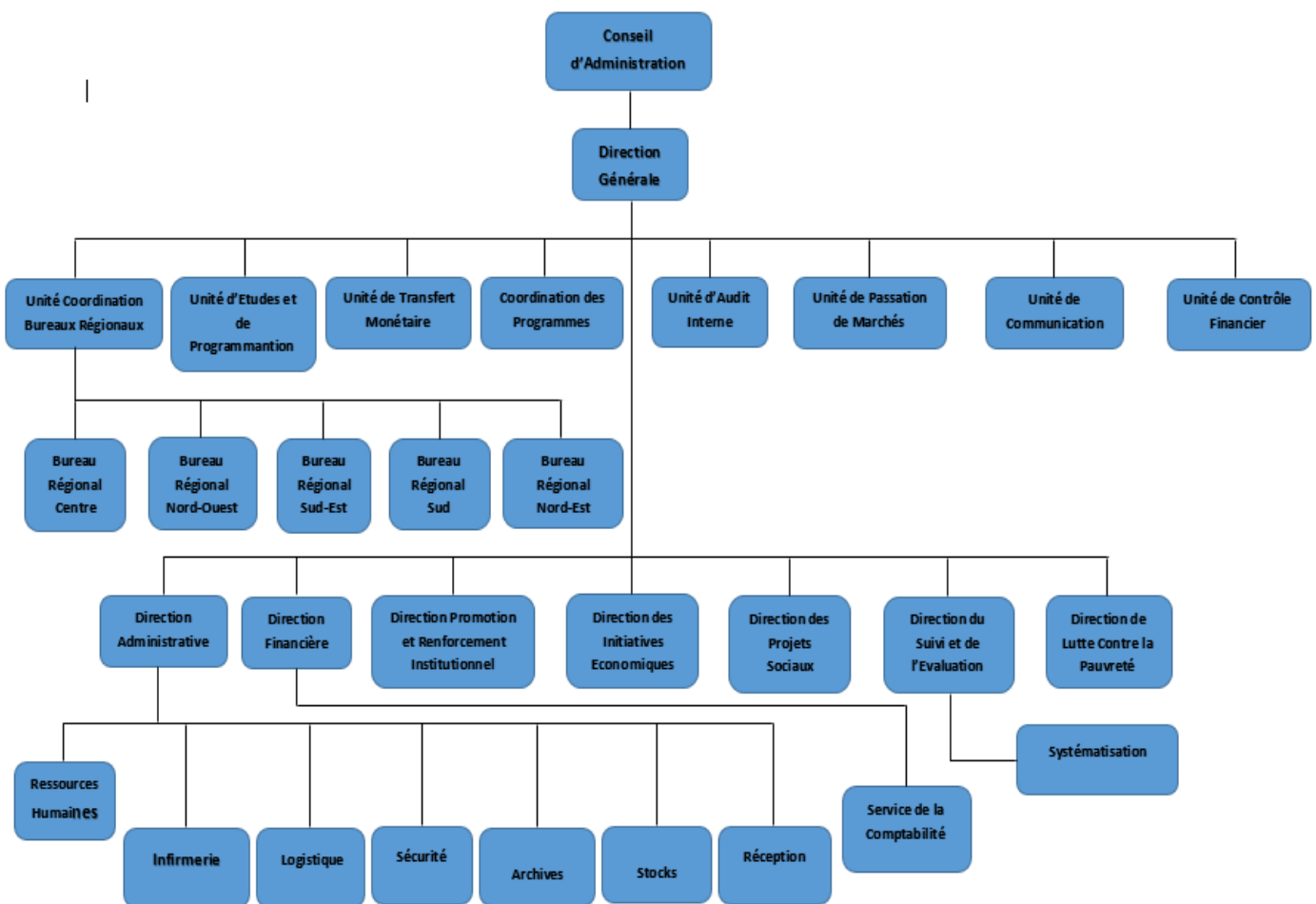
- Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) a pour mission de financer des projets de courte durée et à haute intensité de main d'œuvre visant à améliorer les conditions de vie des populations démunies dans les zones urbaines et rurales et à accroître leur potentiel productif. (Art.3 / Décret du 3 juin 1990 portant création du FAES). Ses modes opératoires le placent toujours en situation d'accompagner les communautés défavorisées dans le développement de leurs capacités et la valorisation de leurs potentialités et de se dégager une vision commune pour leur avenir en apportant l'appui nécessaire à leur renforcement et en finançant des projets prioritaires identifiés par ces communautés. Pour remplir cette mission, il se dote d'une structure organisationnelle qui comprend actuellement :

1.3. Structures du FAES

- **Un Conseil d'Administration** composé de neuf (9) membres : le Ministre de l'Economie et des Finances (MEF) ou son représentant, Président ; le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) ou son représentant Vice-président ; le Ministre des Affaires Sociales ou son représentant, membre ; le Directeur Général du FAES, secrétaire exécutif ; un représentant du FHAF (Fonds Haïtien d'Aide à la Femme), membre ; un représentant de la FHONEP (Fondation Haïtienne des Organisations de l'Enseignement Privé), membre ; un représentant de la HAVA (Association Haïtienne des Agences Bénévoles), membres ; un représentant de la APA (Association des Producteurs Agricoles) et ; un représentant de la FAN (Fédération des Amis de la Nature).
- **Une Direction Générale (DG)**, composée, entre autres : de l'Unité de Coordination des Bureaux Régionaux (UCBR) ; de l'Unité de Passation des Marchés (UPM) ; de l'Unité d'Audit Interne (UAI) ; de l'Unité Légale (UL) ; de Coordination de Programme ; de l'Unité de Communication (UC) ; de l'Unité d'Etude et de Programmation (UEP) ; Unité de Contrôle Financier et ; de l'Unité de Transferts Monétaires (UTM) ; et qui coiffe les directions suivantes logées au Bureau Central du FAES situé dans le département de l'Ouest, précisément à Delmas 75 :
 - Une Direction Administrative (DA) ;
 - Une Direction Financière (DF) ;
 - Une Direction des Projets Sociaux (DPS) ;
 - Une Direction de Promotion et Renforcement Institutionnel (DPRI) ;
 - Une Direction des Initiatives Economiques (DIE) ;

- Une Direction de Lutte Contre la Pauvreté (DLCP) ;
- Une Direction du Suivi et de l'Evaluation (DSE).

Ces structures représentent l'Institution sur tout le territoire national, y inclus les zones à hauts risques et les zones d'accès difficiles et assurent, actuellement, le suivi des missions sociales de distribution d'aliments, de plats chauds, de transferts monétaires non conditionnés et conditionnés à la participation à des petits projets d'amélioration de résilience et d'infrastructures, de formation des jeunes, de réalisation des activités d'incubation d'entreprise, de cantine scolaire, des travaux d'infrastructures (scolaires, de logement, de santé...) au profit des ménages les plus vulnérables...

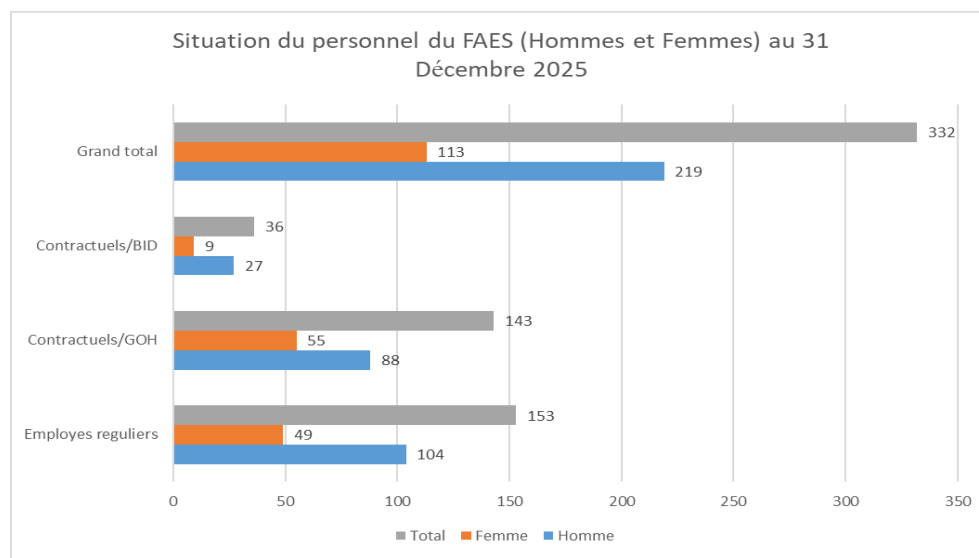


1.4. Situation du personnel au 31 décembre 2025

Au 31 décembre 2025, la situation du personnel de l'Institution se présente de la manière suivante :

TAB# 1 : Evolution de la situation du personnel du FAES au 31 décembre 2025

Sexe	Employé régulier		Employé Contractuel (GOH)		Autres membres du personnel / BID		Grand total	
	Au 30 sept. 2025	Au 31 décembre 2025	Au 30 sept. 2025	Au 31 décembre 2025	Au 30 sept. 2025	Au 31 décembre 2025	Au 30 sept. 2025	Au 31 décembre 2025
Homme	99	104	90	88	26	27	215	219
Femme	50	49	55	55	7	9	112	113
Total	149	153	145	143	33	36	327	332



Les figures représentatives présentées ci-haut font apparaitre au 31 décembre 2025 :

- Un effectif total du Fonds d'Assistance Économique et Social (FAES) qui s'élève à 332 employés au 31 décembre 2025, soit une légère augmentation de 1,5% par rapport au début de l'exercice.
- Une stabilité globale avec une légère augmentation du personnel régulier.
- Une structure des effectifs qui reste stable, dominée par un quasi-équilibre entre employés réguliers (153, soit 46% du total) et contractuels (143, soit 43%).
- La catégorie de personnel contractuel payée à partir des programmes financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) qui progresse de 33 à 36 employés. Cette augmentation de 9% reflète les besoins opérationnels liés à la gestion et au suivi des trois importants programmes de sécurité alimentaire et de résilience (HA-J0005, HA-J0007, HA-J0008) financés par la BID, dont le budget cumulé dépasse 260 millions USD.
- La représentation des femmes au sein du FAES s'élèvant à 34% (113 femmes pour 219 hommes). Ce taux varie significativement selon les catégories : Personnel régulier (FAES): 32% de femmes ; Personnel contractuel (État) : 38% de femmes ; Personnel contractuel (BID) : 25% de femmes.

La sous-représentation féminine est la plus marquée dans la catégorie liée aux projets de la BID, souvent associée à des fonctions techniques de terrain ou de gestion de programmes. Cela souligne un défi en matière de genre dans les équipes dédiées à la mise en œuvre de projets majeurs.

II. Contexte d'exécution des programmes en cours

Au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026 (octobre-décembre 2025), le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a dû déployer ses programmes dans un environnement opérationnel en crise profonde, marqué par une aggravation des contraintes socio-économiques et sécuritaires, particulièrement dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre.

- **Un cadre national de grande complexité**

La période a été caractérisée par un contexte institutionnel en transition et une dégradation macroéconomique prononcée. L'environnement des politiques publiques a été rendu volatile par la difficulté à mettre en œuvre **les réformes structurelles** et à rétablir pleinement les services publics essentiels. Sur le plan économique, la gourde a connu une pression continue. Selon les données de la Banque de la République d'Haïti (BRH), le **taux de change officiel** s'établissait autour de **135 HTG pour 1 USD** fin décembre 2025, tandis que le **taux sur le marché parallèle** évoluait à des niveaux significativement plus élevés, reflétant des déséquilibres importants (source: rapports hebdomadaires de la BRH). Cette dynamique contribue à une **inflation annuelle estimée à près de 30%** sur les produits de première nécessité (source: dernières projections disponibles de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique - IHSI).

- **Une crise sécuritaire aiguë dans les départements clés, verrouillant l'accès et la mobilité**
L'insécurité généralisée constitue la contrainte opérationnelle absolue, avec des dynamiques violentes paralysant spécifiquement l'accès aux régions d'intervention du FAES.

- **Département de l'Ouest** : La zone métropolitaine de Port-au-Prince reste l'épicentre de la violence. Les analyses du BINUH et d'OCHA indiquent que les groupes armés exercent un contrôle sur **plus de 80% de la capitale**. Les déplacements internes y atteignent des niveaux critiques, avec **plus de 200,000 personnes déplacées internes (PDI)** recensées dans l'Ouest au cours du seul quatrième trimestre 2025, fuyant les affrontements et les incendies criminels dans des quartiers comme Cité Soleil, Croix-des-Bouquets et Tabarre (source : DTM, OCHA, décembre 2025).
- **Département de l'Artibonite** : Cette région, grenier du pays, est en proie à une violente confrontation entre groupes armés pour le contrôle des axes et des ressources. On y enregistre une **augmentation de plus de 150% des incidents sécuritaires majeurs** (enlèvements, pillages, affrontements) par rapport au trimestre précédent. Cette violence a directement provoqué le **déplacement forcé de plus de 50,000 personnes** à l'intérieur du département et bloqué l'accès aux marchés et aux zones agricoles, aggravant la crise alimentaire (source : bulletins sécuritaires OCHA et rapports du RNDDH, octobre-décembre 2025).

Département du Centre : La route nationale RN3, artère vitale reliant Port-au-Prince au Centre et au Nord, est le théâtre d'une **moyenne de 15 à 20 incidents par semaine** (barrages, attaques à main

armée, enlèvements express), selon les rapports du Cluster Sécurité. La ville de Mirebalais et ses environs connaissent des **poussées récurrentes de violence** qui entravent l'accès aux services de base et isolent les communes rurales.

- **Conséquences opérationnelles directes pour le FAES :**

Cette réalité rend les **déplacements interdépartementaux et intra-départementaux extrêmement périlleux**. Des missions de **suivi** vers l'Artibonite et le Centre sont systématiquement reportées ou annulées. Le suivi des projets dans les zones rurales de l'Ouest est réduit au strict minimum. L'**absence de primes de risque** pour le personnel devant opérer dans ces conditions accroît la démotivation et les risques de départs, fragilisant davantage les capacités internes de suivi et de redevabilité.

- **Répercussions sur l'exécution des programmes et la crise humanitaire**

Ce contexte sécuritaire aggrave une crise humanitaire déjà historique. La dernière analyse IPC (oct. 2024 - juin 2025) estime que **4.9 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aiguë (Phases 3-5)**, dont **1.6 million en Phase 4 (Urgence)**. Les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre comptent parmi les plus touchés, la violence y ayant détruit les moyens de subsistance et bloqué l'aide.

- **Atouts mobilisés pour une réponse résiliente**

Malgré ces défis, le FAES a maintenu une présence opérationnelle minimale en reposant sur:

- **Des partenariats opérationnels essentiels** : Le recours aux réseaux d'ONG partenaires a permis de toucher des **bénéficiaires** dans ces régions à haut risque.
- **L'adaptation des modalités** : Une accentuation sur les **transferts monétaires via mobile money** pour contourner l'insécurité logistique.
- **Des stratégies de suivi-évaluation adaptées** : Utilisation de la base de données COMMCARE pour stocker et transmettre les données sur les bénéficiaires de interventions ; utilisation de Google Drive Partage pour faciliter les échanges et la rédaction des rapports, Développement de mécanismes de vérification par appel téléphonique, le recours à des points focaux parmi les Opérateurs recrutés, le renforcement de ses Bureaux Régionaux, le recrutement des Agents de suivi dans les sites d'intervention (les sites des PDI par exemple), recrutement des évaluateurs externes pour mesurer les retombées des interventions de l'institution.

Ainsi, la performance future dans ces zones reste conditionnée à **1) une trêve ou une amélioration sécuritaire minimale permettant l'accès humanitaire, 2) le renforcement de la mise en place de mécanismes incitatifs et protecteurs du personnel de l'institution, et 3) la recherche continue d'une gestion des risques par un financement agile permettant de pivoter rapidement vers les modalités les plus adaptées à un environnement imprévisible et confiné.**

III. Réalisations technique et financière des programmes pilotés par le FAES

A travers ce chapitre, sont présentés d’une part, l’avancement global des programmes en cours au 31 décembre 2025 et, d’autre part, les réalisations financières et techniques spécifiques du FAES durant le premier trimestre de l’exercice fiscal 2025-2026.

3.1 Avancement global des programmes en cours au 31 décembre 2025

Les caractéristiques et le niveau d’avancement global au 31 décembre 2025 des programmes en cours sont présentés dans le tableau ci-après.

TAB.#2 : Avancement global des programmes de leur date de démarrage au 31 décembre 2025

Titre du programme	Objectif	Date de début	Date de fin	Statut du projet au 31 décembre 2025	Budget total du programme (HTG, USD)	Etat d’avancement global au 31 décembre 2025			Contribution Financière du trimestre (octobre-décembre-2025)	Contribution Technique du trimestre (octobre - décembre-2025)	Sources de financement	Commentaires
						Montant total déjà décaissé (HTG)	% déjà décaissé	% de réalisation des activités				
1) Programme de renforcement des filets de sécurité pour les populations vulnérables (HA-J0005)	Contribuer à réduire l’insécurité alimentaire et à accroître la résilience à moyen et long terme des populations vulnérables en Haïti.	Nov. 2022	Avril 2027	en cours d’exécution	\$81,800,000.00	36,518,082.94 USD	44,64%	–	0.08%		BID	Ce projet a bénéficié d’une extension qui a augmenté son enveloppe à US \$ 81 800 000 et d’une prorogation de délai de 30 mois additionnels.
2) Lutter contre l’Insécurité Alimentaire et Favoriser la Résilience Grâce à un Filet de Sécurité pour les Populations Vulnérables (HA-J0007)	Contribuer à la sécurité alimentaire et à la résilience climatique par le biais de transferts conditionnés à des programmes communautaires de travail contre rémunération; (ii) améliorer l'accès à la santé en augmentant l'offre et l'accès aux services de santé préventifs et essentiels incités par des transferts; et (iii) renforcer la capacité institutionnelle du gouvernement à cibler les plus vulnérables grâce à l'expansion du SIMAST, et à gérer les interventions de protection sociale par l'utilisation de Commcare.	Nov. 2024	Mars 2031	en cours d’exécution	\$68,300,000.00	13,559,291.27 USD	19.85%	–	14.25%		BID	Ce projet est lancé à la fin de 2024 et a bénéficié d’une extension portant son budget de 50 000 000 à 68 300 000 USD et d’une prorogation de sa durée de 36 mois..
3) Programme Communautaire de Promotion de la Sécurité Humaine en Haïti (HA-J0008)	L’Objectif général du Programme est de promouvoir la sécurité humaine en Haïti en répondant aux besoins des populations vulnérables liés à la	<u>10 octobre 2024</u> ^[1]	Décembre 2028		\$ 110,000,000.00	161,442.05 USD	0.015%	–	28.35%		BID	

Titre du programme	Objectif	Date de début	Date de fin	Statut du projet au 31 décembre 2025	Budget total du programme (HTG, USD)	Etat d'avancement global au 31 décembre 2025			Contribution Financière du trimestre (octobre-décembre-2025)	Contribution Technique du trimestre (octobre - décembre-2025)	Sources de financement	Commentaires
						Montant total déjà décaissé (HTG)	% déjà décaissé	% de réalisation des activités				
	sécurité alimentaire, à la santé, et à l'inclusion des enfants et des jeunes.											
	Les objectifs spécifiques sont de :											
	(i) Soutenir les revenus des ménages pour soutenir la consommation alimentaire.											
	(ii) Améliorer l'accès à l'utilisation des services essentiels de santé intégrés.											
	(iii) Augmenter l'inclusion des enfants et des jeunes grâce à des environnements surs et stimulants.											
	Renforcer la capacité institutionnelle du gouvernement haïtien à identifier et aider les populations vulnérables.											
3) Programme de Réhabilitation de 28 écoles (RE-28)	Remettre en état les bâtiments scolaires endommagés dans le but d'Améliorer la qualité de l'éducation	2018	2020	en cours d'exécution	299,000,000.00	234,517,375.31 HTG	78.43%		0%		TP	Aucune avancée n'a été enregistrée pour ce programme au cours du trimestre. Endommagées pendant le séisme du 14 aout 2021, certaines de ces écoles doivent être reconstruites au lieu d'être réhabilitées.
4) Programme de Rénovation des Pôles Régionaux et Locaux de Développement (PRPRLD)	Le programme compte construire, finaliser, réhabiliter et/ou rénover environ une cinquantaine de projets d'infrastructures sociales, culturelles, économiques et de justice sur le territoire national	2018	2023	en cours d'exécution	330,000,000.00	244,438,206.45 HTG	74.07%		0%		TP	Aucune avancée n'a été enregistrée pour ce programme au cours du trimestre.
5) Programme de Structuration Territoriale et de Développement (PSTD)	Le programme compte construire, finaliser, réhabiliter et/ou rénover environ une soixante-dizaine de projets d'infrastructures sociales, culturelles, économiques et de justice sur le territoire national.	2019	2023	en cours d'exécution	496,000,000.00	241,377,864.24 HTG	48.76%		0%		TP	Aucune avancée n'a été enregistrée pour ce programme au cours du trimestre.

Titre du programme	Objectif	Date de début	Date de fin	Statut du projet au 31 décembre 2025	Budget total du programme (HTG, USD)	Etat d'avancement global au 31 décembre 2025			Contribution Financière du trimestre (octobre-décembre-2025)	Contribution Technique du trimestre (octobre - décembre-2025)	Sources de financement	Commentaires
						Montant total déjà décaissé (HTG)	% déjà décaissé	% de réalisation des activités				
6) Programme de Reconstruction d'Infrastructures d'Éducation et de Santé / KOWEIT/FNE	Contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et sanitaire de la population	2012		en cours d'exécution	441,350,987.55	275,048,065.10 HTG	62.31 %		0%		KOWEIT	
7) Programme d'urgence multisectoriel pour l'apaisement et la réinsertion des groupes vulnérables (PUM)	(i)Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et/ou nutritionnelle des populations vulnérables ; (ii)Réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et le taux de malnutrition des ménages vulnérables	1er Octobre 2025	30 Septembre 2026	en cours d'exécution	5,479,035,617.43	0	0		0		TP	
8) Programme KORE PEP /TAIWAN	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et/ou nutritionnelle des populations vulnérables	Oct. 2025	Septembre 2026	en cours d'exécution	1,188,000,000.00	111,567,668.12 HTG	9.40%		100%		TAIWAN	
8) Programme KORE PEP /COLOMBIE		Oct. 2025	Septembre 2026	en cours d'exécution	13,962,500.00	13,962,500.00 HTG	100%	100%	13,962,500.00	100%		
9) Dotation budgétaire/ TP	Fournir un appui au bon fonctionnement du FAES	Octobre 2025	Septembre 2026	en cours d'exécution	326,000,000.00	71,825,838.68 HTG	22%		22%		TP	

1[1] Accord de don signé le 22 juillet 2024 et publié dans le Moniteur le 10 octobre 2024

Le tableau précédent fait apparaître:

- la situation globale de neuf (9) programmes en cours au FAES, financés par divers bailleurs de fonds, avec un budget total engagé de plusieurs milliards de gourdes haïtiennes.
- des écarts significatifs dans l'état d'avancement financier et la mise en œuvre.
- une mobilisation financière significative des programmes, notamment sur les volets urgence et sécurité alimentaire.
- des défis de planification (retards sur infrastructures) et de démarrage opérationnel pour certains grands projets.
- La nécessité d'avoir une supervision renforcée pour les programmes en retard de mise en œuvre (les projets d'infrastructures, HA-J0007, HA-J0008...) et pour assurer l'efficacité des interventions urgentes massives, afin de transformer les engagements financiers en résultats concrets pour les populations vulnérables d'Haïti.

Programmes de sécurité alimentaire et de résilience (BID) : Un démarrage contrasté

Trois programmes majeurs financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), visant à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des populations vulnérables, affichent des situations très différentes. Le plus ancien (HA-J0005, démarré en 2022) a décaissé **44,64%** de son budget de **81,8 millions USD**. En revanche, le programme HA-J0007 (démarré fin 2024) n'a utilisé que **19,85%** de ses **68,3 millions USD**, mais montre une forte activité financière récente (contribution trimestrielle de 14,25%). Le programme HA-J0008, au budget substantiel de **110 millions USD**, accuse un retard financier préoccupant avec seulement **0,015%** décaissé, malgré une contribution trimestrielle élevée (28,35%), démontrant un démarrage très récent et des difficultés initiales de mise en œuvre.

Infrastructures sociales, éducatives et de développement (TP) :

Plusieurs programmes d'infrastructure financés par le Trésor Public (TP) ont des dates de fin théoriques dépassées (2020-2023) mais sont toujours signalés comme "en cours". Ils présentent des niveaux de décaissement élevés : réhabilitation d'écoles (**78,43%** sur 299M HTG), rénovation de pôles de développement (**74,07%** sur 330M HTG) et structuration territoriale (**48,76%** sur 496M HTG). L'absence de

contribution financière récente (0% au trimestre) et le statut "en cours" laissent entrevoir des retards dans la finalisation des travaux.

Programmes d'urgence et de réponse rapide :Engagement financier massif et récent
Les programmes de réponse à l'urgence, actifs sur la période 2025-2026, se caractérisent par des engagements budgétaires très importants et une exécution financière récente intense. Le Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM) dispose d'un budget colossal de **5,063 milliards HTG**, avec un décaissement global encore limité à **28%** mais une contribution trimestrielle à **100%**. De même, les programmes KORE PEP (Taïwan et Colombie) et la dotation budgétaire au FAES montrent des contributions trimestrielles très élevées (jusqu'à 100%) puisqu'on est au premier trimestre : tous les décaissements de l'exercice fiscal 2025-2026 y sont affectés.

3.2 Réalisations spécifiques du FAES (octobre-décembre 2025)

Le premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026 s'est déroulé dans un contexte national marqué par une crise profonde et multidimensionnelle, caractérisée par cinq années consécutives de croissance négative. Les indicateurs socio-économiques clés illustrent l'ampleur des défis :

- Insécurité alimentaire : 4,9 millions de personnes affectées (CNSA, septembre 2025).
- Insécurité générale : Près de 80% de la zone métropolitaine sous l'influence de groupes armés (RNDDH, août 2025).
- Dégradation économique : Une inflation galopante atteignant 47% sur les produits de première nécessité (BRH, juillet 2025).
- Déplacement de population : Plus de 1,2 million de personnes déplacées internes (OIM, septembre 2025).
- Chômage de masse : Un taux de chômage dépassant les 65% de la population active (MEF, juin 2025).

Face à cette situation exceptionnelle, l'intervention du Gouvernement haïtien, appuyée par les bailleurs de fonds et canalisée par le FAES, était plus que jamais nécessaire pour porter assistance aux franges les plus vulnérables de la population.

Les réalisations du FAES au cours de cette période difficile sont présentées ci-après selon trois axes principaux :

- La performance en matière de mobilisation des ressources.
 - L'analyse des dépenses de fonctionnement.
 - Le détail des investissements et réalisations techniques.
- #### **3.2.1. Ressources mobilisées par le FAES (octobre-décembre 2025)**

Le tableau ci-après dresse un état des lieux détaillé de la mobilisation des ressources financières du FAES durant le premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026, permettant de mesurer la performance de l'institution par rapport aux prévisions de l'exercice fiscal 2025-2026 et aussi la contribution dudit trimestre à cette performance globale. Il présente une analyse comparative des prévisions et des montants effectivement mobilisés, ventilée entre financements internes et externes. Les taux de réalisation et d'écart calculés pour chaque poste budgétaire offrent une vision claire des forces et des défis rencontrés dans la collecte des fonds.

Tableau 3 : Ressources financières disponibles au FAES (Octobre-decembre 2025)

Rubrique	Prévisions des ressources (Exercice fiscal 2025-2026)	Ressources disponibles (Exercice fiscal 2025-2026)	Taux de mobilisation de l'exercice fiscal 2025-2026	Taux d'écart entre : les prévisions/ mobilisation de ressources (Exercice fiscal 2025-2026)	Contribution Financière du trimestre par rapport aux résultats de l'exercice fiscal 2025-2026	
					Ressources mobilisées (octobre-décembre 2025)	%
I. Ressources	14,539,553,544.85					
1.1. Financement interne	6,032,334,801.62					
Fonds d'investissements GOH /MPCE	166,891,294.08	138,160,295.63	82.78%		138,160,295.63	100%
Fonds d'investissements du MENFP	60,405,834.11	18,817,499.47	31.15%		18,817,499.47	100%
Financement des activités du PUM	5,063,746,394.70	2,446,095,055.03	48.30%		2,446,095,055.03	100%
Frais de Gestion du PUM (TP)	415,289,222.73	-			-	
Dotation Budgétaire du MEF	326,002,056.00	71,825,838.68	22.03%		71,825,838.68	100%
Reliquat investissements PUM 2024-2025	-	-			-	
Reliquat frais de gestion PUM 2024-2025	-	-			-	
1.2 Financement Externe	8,507,218,743.23					
Accord de don /Investissements de Koweït	1,339,899,010.41	0			0	
Accord de don HA-J0005 /Investissements de la BID	2,710,092,000.00	2,390,588,623.11	88.21%		2,390,588,623.11	100%
Accord de don .HA-J0007 /Investissements de la BID ...	2,244,000,000.00	789,610,080.48	35.18%		789,610,080.48	100%
Accord de don .HA-J0008 /Investissements de la BID ...	1,584,000,000.00	2,242,542,322.15	141%		2,242,542,322.15	100%
Accord de don / Investissements de Taiwan	572,025,211.65	98,000,250.00	17.13%		98,000,250.00	100%
Frais de Gestion du programme KORE-PEP (TAIWAN)	57,202,521.17	4,900,012.5	0.85%		4,900,012.5	100%
Investissements du programme KORE-PEP (COLOMBIE)	0	23,666,326.00	-		23,666,326.00	100%
Frais de Gestion du programme KORE-PEP (COLOMBIE)	0	0				

La planification financière pour l'exercice fiscal 2025-2026 table sur des besoins totaux de **14 539 551 488,85 HTG**. L'analyse de la mobilisation au **premier trimestre (octobre-décembre 2025)** permet d'évaluer les flux réels de trésorerie disponibles pour la mise en œuvre des activités des programmes.

Taux de mobilisation au premier trimestre : une situation mitigée

Le taux global de mobilisation des ressources à la fin du premier trimestre est de **56,6%** (8 224 206 303

HTG mobilisés sur 14 539 551 489 HTG prévus pour l'exercice). Cette performance globale, bien que significative pour une première période, masque des réalités très distinctes entre les sources de financement et révèle des retards pour plusieurs lignes clés :

- **Financements Internes (Prévisions : 6 032 332 745,62 HTG / Mobilisés : 2 674 898 688,81 HTG) :**
 - Le taux de mobilisation trimestriel est de **44,3%**. Il varie considérablement d'une ligne à l'autre : **82,78%** pour les Fonds GOH/MPCE, **48,30%** pour le PUM, **31,15%** pour les fonds du MENFP et seulement **22,03%** pour la Dotation Budgétaire du MEF.
 - **Ressources non garanties** : Les portions non encore mobilisées des fonds **GOH/MPCE (17,22%)** et du **MENFP (68,85%)** ne sont actuellement couvertes par aucun engagement ferme de financement, représentant un **risque de financement** pour la pleine exécution des programmes associés.
- **Financements Externes (Prévisions : 8 507 218 743,23 HTG / Mobilisés : 5 549 307 614,24 HTG) :**
 - Le taux de mobilisation trimestriel est de **65,2%**. La mobilisation est dominée par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), avec des taux de **88,21%** (HA-J0005) et **141%** (HA-J0008) par rapport au besoin de financement externe de l'exercice fiscal identifié par le FAES. À l'inverse, les taux sont faibles pour Taïwan (**17,13%**) et nuls pour le Koweït.

Contraintes spécifiques affectant la gestion financière

La mobilisation et l'utilisation des fonds sont soumises à des règles strictes qui complexifient la gestion de la trésorerie et la réponse opérationnelle :

- **Cas du financement Koweït** : Conformément aux procédures de l'accord, le partenaire koweïtien effectuera des **paiements directs aux opérateurs** sur le terrain, sur la base des dossiers de recrutement et des termes de référence transmis par le FAES. Aucun dossier technique n'est envoyée au bailleurs de Fonds pour qu'il puisse payer directement d'éventuels exécutants.
- **Interdiction des interfonds** : Il est strictement interdit de procéder à des **interfonds**, c'est-à-dire d'utiliser les ressources dédiées à un programme spécifique pour financer les activités ou combler les déficits d'un autre programme. Cette règle, bien que garantissant la redevabilité vis-à-vis des bailleurs, limite considérablement la **flexibilité financière** nécessaire pour réagir aux urgences et optimiser l'emploi des liquidités dans un contexte opérationnel volatile.

Le paysage financier du premier trimestre révèle plusieurs défis critiques pour la suite de l'exercice :

Dépendance et risque de concentration : La forte mobilisation des fonds BID (65,2% du total externe) compense les retards internes mais accroît la dépendance de l'institution vis-à-vis d'un seul partenaire financier majeur, ce qui représente un **risque stratégique et de continuité**.

Incertitude sur les ressources internes et bridage de la trésorerie : Les retards dans les décaissements de l'État (PUM à 48,3%, Dotation MEF à 22%) et le caractère non garanti d'une partie des fonds internes créent une **incertitude persistante**. Couplées à l'interdiction des interfonds, ces contraintes limitent la capacité du FAES à lisser sa trésorerie et à faire face à des besoins imprévus.

Paradoxe opérationnel : Cette situation de rigidité financière et de dépendance survient dans un contexte opérationnel (insécurité, inflation) qui exige pourtant une **agilité et une capacité d'adaptation maximale** pour acheminer l'aide. Le FAES doit exécuter des programmes complexes avec des ressources dont la disponibilité est partielle, conditionnelle et soumise à des règles d'emploi très strictes.

Conclusion

La performance financière du premier trimestre 2025-2026 est donc **mitigée et expose l'institution à des risques importants**. Si la mobilisation robuste de la BID permet un démarrage effectif de nombreux projets, les **retards internes, les ressources non garanties et les rigidités procédurales** constituent des entraves substantielles à une gestion optimale. La capacité du FAES à atteindre ses objectifs pour l'exercice dépendra de sa capacité à :

- Obtenir des **engagements fermes et un calendrier de décaissement clair** pour les ressources internes manquantes concernant les programmes PSTD, PRPRLD et la Réhabilitation 28 écoles KORE-PEP.
- **Plaidoyer pour une accélération des décaissements publics** auprès du Trésor, ministère de tutelle.

3.2.2. Dépenses réalisées par le FAES (Octobre-décembre 2025)

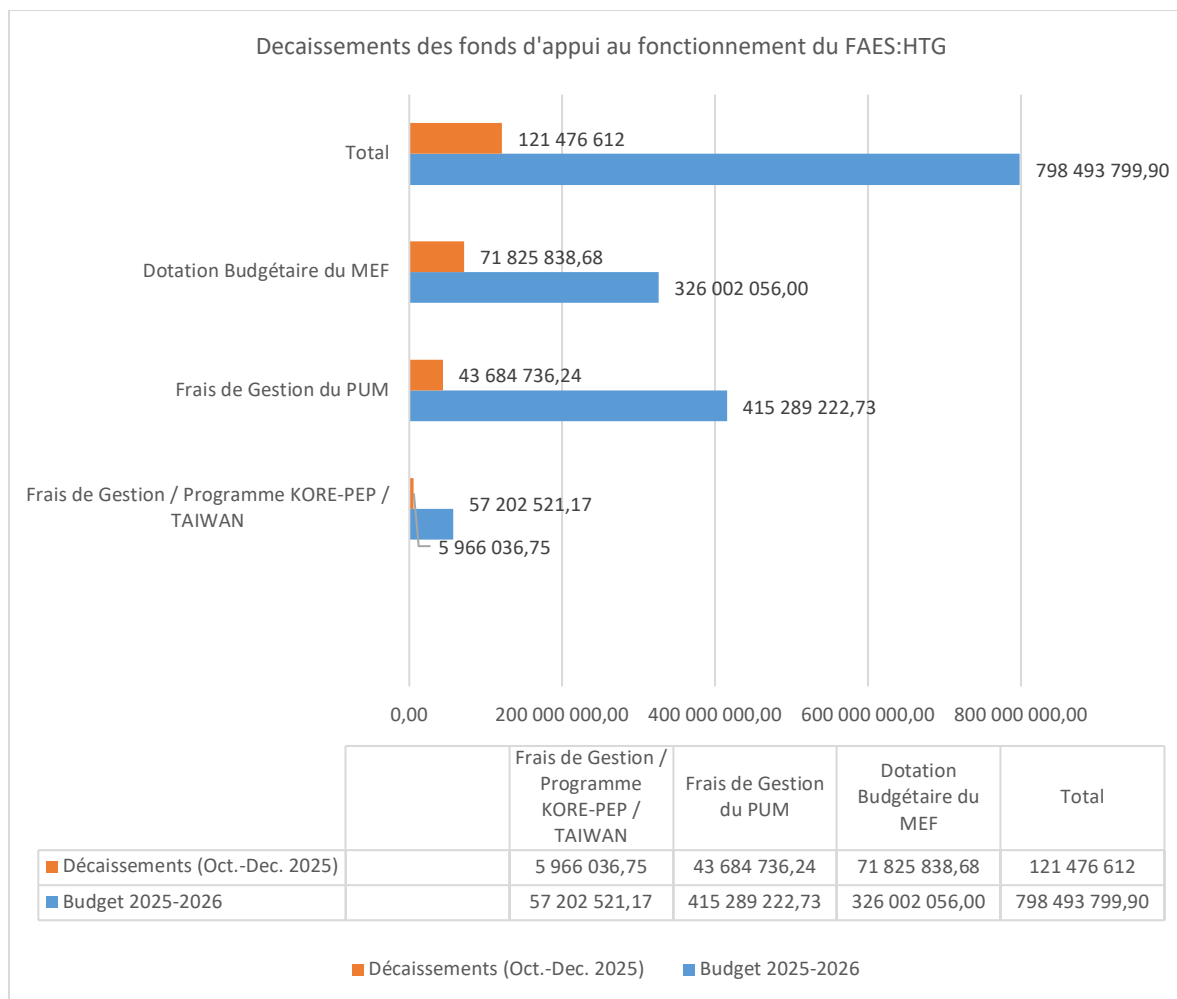
Les dépenses d'appui au fonctionnement du FAES réalisées durant le premier trimestre de l'exercice fiscal sont présentées dans le tableau ci-après. Ce dernier donne le détail desdites dépenses pour l'exercice fiscal 2025-2026, permettant une analyse comparative entre les prévisions budgétaires initiales et les décaissements réellement effectués. Il offre une vision synthétique de l'exécution du budget y relatif à travers deux indicateurs clés :

- Le taux de consommation, qui mesure le pourcentage du budget prévisionnel qui a été effectivement engagé.
- Le taux de variation, qui indique l'écart (en pourcentage) entre les prévisions et les décaissements.

Le tableau distingue plusieurs rubriques de dépenses, des dépenses de personnel aux immobilisations, mettant en lumière les postes où l'exécution a été proche des prévisions et ceux où d'importants écarts sont observés. Cette analyse est essentielle pour évaluer la performance financière et la gestion budgétaire de l'exercice.

Tableau 4 : Dépenses d'appui au fonctionnement réalisées par le FAES (octobre-decembre 2025) : HTG

Programme	Rubrique	Prévisions 25-26	Décaissements 25-26	Taux de réalisation de l'exercice fiscal 2025-2026	Taux d'écart entre : les prévisions/ réalisation de dépenses (Exercice fiscal 2025-2026)	Contribution Financière du trimestre par rapport aux résultats de l'exercice fiscal 2025-2026	
						Dépenses réalisées (octobre-décembre 2025)	%
PUM	Sous-total 1	415,544,133.15	43,684,736.24	11%	89%	43,684,736.24	100%
	1 DEPENSES DU PERSONNEL	250,475,750.23	42,343,261.24	17%	83%	42,343,261.24	100%
	2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	51,068,382.92	1,341,475.00	3%	97%	1,341,475.00	100%
	3 ACHAT DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6,000,000.00	0	0%	100%	0	100%
	4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	108,000,000.00	0	0%	100%	0	
	5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	–	–	0	
	9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0	0	–	–	0	
DOTATION BUDGETAIRE	Sous-total 2	326,002,056.00	71,825,838.68	22%	78%	71.825,838.68	100%
	1 DEPENSES DU PERSONNEL	180,807,888.00	31,539,890.68	17%	83%	31,539,890.68	100%
	2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	56,995,000.00	25,795,663.00	45%	55%	25,795,663.00	100%
	3 ACHAT DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	68,374,168.00	14,490,285.78	21%	79%	14,490.285.78	100%
	4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18,325,000.00	0	0%	100%	0	
	5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1,500,000.00	0	0%	100%	0	
	9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0	0	–	–	0	
KORE-PEP /TAIWAN	Sous-total 3	0	5,966,036.71				
	1 DEPENSES DU PERSONNEL	0					
	2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0					
	3 ACHAT DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	0					
	4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0					
	5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0					
	9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0					
Dépenses totales		741,289,222.73	121,476,611.63	16.39	83.61	121,476,611.63	100%



L'exécution des dépenses de fonctionnement au premier trimestre de l'exercice 2025-2026 révèle :

- **Un taux d'exécution global faible, masquant des réalités opposées**

Les prévisions totales de dépenses de fonctionnement pour 2025-2026 s'élèvent à **741,644,133.16 HTG**, financées à hauteur de **415,544,133.15 HTG** par le Programme PUM et de **326,002,056.00 HTG** par la Dotation Budgétaire du MEF. Au terme du premier trimestre, le décaissement global est de **121,476,611.63 HTG**, représentant un **taux de réalisation de 16.39%**. Ce niveau, très en deçà d'une trajectoire normale, masque une divergence fondamentale entre les trois sources de financement.

- Les **71,825,838.68 HTG** mobilisés sur la dotation budgétaire (22.03% de son budget annuel) ont été **intégralement et immédiatement décaissés** au cours du trimestre. Ces fonds ont été alloués aux dépenses de personnel (31,5M HTG), de services et charges diverses (25,8M HTG) et à l'achat

de biens de consommation (14,5M HTG). Cette exécution fluide démontre la capacité opérationnelle du FAES lorsque les fonds sont disponibles.

- Pour le PUM, sur un budget de fonctionnement de **415,544,133.15 HTG**, seuls **43,684,736.24 HTG** ont été décaissés, soit un **taux de réalisation de 10.5%**. Cette faible consommation est caractérisée par :
 - Une **priorité absolue au personnel** : Les dépenses de salaires absorbent **42,343,261.24 HTG** (soit 13.6% du budget annuel du PUM pour cette rubrique).
 - Un **effondrement des autres postes** : Les dépenses de services et charges diverses ne représentent que **0.3%** de leur budget annuel (**1,341,475.00 HTG**). Aucun décaissement n'est intervenu pour l'**achat de biens (0%)**, les **immobilisations corporelles (0%)** ou les **immobilisations incorporelles (0%)**. Ce gel perpétue les blocages administratifs documentés l'année précédente concernant l'acquisition de véhicules et de logiciels.

Pour le KORE-PEP, il n'était pas prévu de décaisser pour financer des dépenses d'appui au fonctionnement, mais dans la réalité un montant de **5,966,036.71 HTG** a été décaissé au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026

Ainsi, le premier trimestre 2025-2026 confirme une **dualité inquiétante** dans la gestion des fonds de fonctionnement. Alors que la Dotation du MEF est exécutée efficacement, le **Programme PUM – pourtant principal levier d'intervention – est structurellement paralysé pour tout ce qui dépasse la masse salariale.**

Cette situation crée un **risque opérationnel majeur** : le FAES ne peut ni renouveler son parc logistique et informatique, ni couvrir de manière adéquate ses charges courantes essentielles. Toutefois, l'institution préserve son capital humain mais **affiche des faiblesses en capacité matérielle.**

La résolution de cette paralysie nécessite une **action prioritaire pour débloquer les procédures administratives et financières** entravant l'exécution du budget d'appui au fonctionnement du PUM.

Tableau 5 : Réalisation des dépenses relatives aux frais de gestion (Octobre-décembre 2025)

Ressources	Budget 2025-2026	Décaissements (Ex. 2025-2026)	% décaissements	Contribution du trimestre par rapport aux résultats de l'exercice fiscal 2025- 2026	
Frais de Gestion KORE-PEP / TAIWAN	57,202,521.17	5,966,036.75	10.43%	5,966,036.75	100%
Frais de Gestion du PUM	415,289,222.73	43,684,736.24	10.52%	43,684,736.24	100%
Total	472,491,743.90	49,650,772.99	10.51%	49,650,772.99	100%

Les frais de gestion totaux prévus pour l'exercice 2025-2026 s'élèvent à **472 491 743,90 HTG**. Au cours du premier trimestre, HTG ont été décaissés, ce qui représente **10.51% du total des prévisions dudit exercice**. Alors que les **Frais de Gestion du PUM et de Kore-Pep décaissés durant le premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026 s'élèvent à 10.52% et 10.43% des prévisions respectives dudit exercice**.

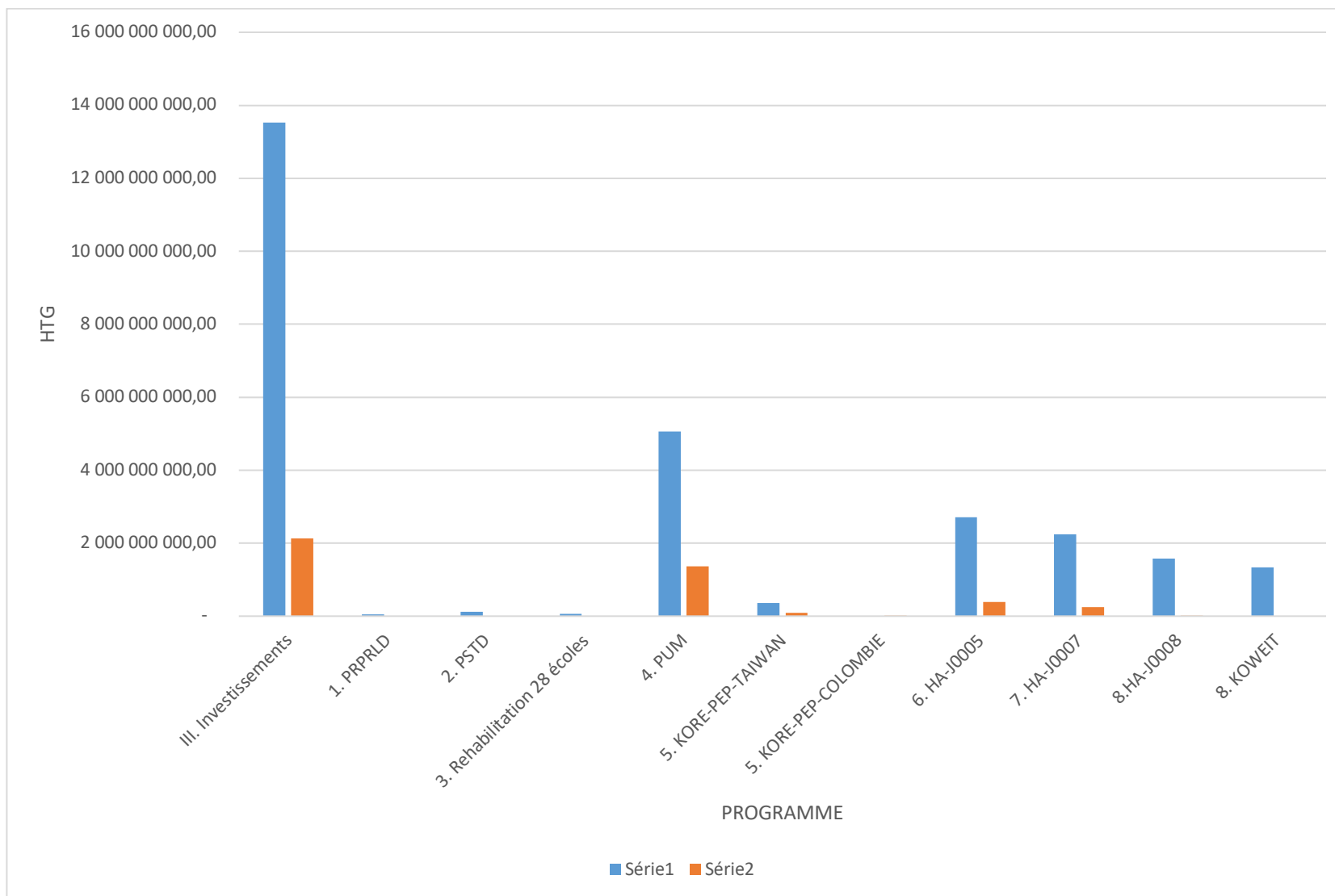
3.2.3. Prévisions et réalisations des investissements des programmes du FAES (Octobre-décembre 2025)

Le tableau ci-après offre une analyse détaillée de la performance financière des programmes d'investissement à caractère social du FAES pour l'exercice fiscal 2025-2026. Il permet d'évaluer l'exécution de chaque programme en comparant les prévisions budgétaires initiales aux décaissements réellement effectués, à travers des indicateurs clés tels que le **taux de consommation** et le **taux de variation**. Un nouvel indicateur mesurant la **contribution du 1^{er} trimestre** à la performance globale de l'exercice a été intégré pour affiner l'analyse.

Le bilan global fait apparaître un taux de consommation de 63% pour l'ensemble des investissements, avec des réalités contrastées selon les programmes. On observe notamment une exécution soutenue des projets financés par des partenaires internationaux comme la BID, tandis que plusieurs programmes financés sur fonds propres (GOH) ou par d'autres bailleurs n'ont enregistré aucun décaissement. Ce niveau de détail est essentiel pour identifier les avancées et les blocages dans la mise en œuvre des projets structurants du FAES.

Tableau 6 : Investissements réalisés par le FAES (octobre-décembre 2025) : HTG

Rubrique	Type	Source de Financement	Prévisions 25-26	Décaissements 25-26	Taux de consommation	Taux de variation	Contribution du premier trimestre aux résultats de l'exercice fiscal 2025-2026	
							Décaissement (octobre-décembre 2025)	%
III. Investissements (Octobre-décembre 2025)	A caractère social	GOH/TAIWAN/BID/KOWEIT	13,525,434,533.30	2,127,760,895.13	16%	84%	2,137,624,211.48	100%
1. Programme de Rénovation des Pôles Régionaux et Locaux de Développement (PRPRLD)	A caractère social	GOH	47,041,902.65	0	0%	100%	0	100%
2. Programme de Structuration Territoriale et de Développement (PSTD)	A caractère social	GOH	119,849,391.43	0	0%	100%	0	100%
3. Réhabilitation 28 écoles	A caractère social	GOH	60,405,834.11	0	0%	100%	0	100%
4. Programme d'Urgence Multisectoriel pour l'Apaisement et la Réinsertion des Groupes Vulnérables (PUM)	A caractère social	GOH	5,063,746,394.70	0	0	0	0	0
5. KORE-PEP	A caractère social	TAIWAN	356,400,000.00	98,009,380.04	27%	73%	98,009,380.04	100%
6. KORE-PEP	A caractère social	COLOMBIE		13,962,500.00	—	—	13,962,500.00	100%
7. Programme de renforcement des filets de sécurité pour les populations vulnérables HA-J0005	A caractère social	BID	2,710,092,000.00	393,060,134.50	15%	85%	393,060,134.50	100%
8. Programme pour Lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser la résilience grâce à un filet de sécurité pour les personnes vulnérables HA-J0007	A caractère social	BID	2,244,000,000.00	252,445,393.64	11%	89%	252,445,393.64	100%
9. Programme communautaire de promotion de la sécurité humaine en Haïti (HA-J0008)	A caractère social	BID	1,584,000,000.00	5,989,883.74	0%	100%	5,989,883.74	100%
10. Programme de Reconstruction d'Infrastructures d'éducation et de Santé	A caractère social	KOWEIT	1,339,899,010.41	0	0%	100%	0	100%



L'exécution des investissements au premier trimestre de l'exercice 2025-2026 révèle une mobilisation financière significative mais structurellement déséquilibrée, concentrée sur un nombre restreint de programmes tandis que plusieurs initiatives majeures demeurent paralysées.

Le portefeuille total d'investissements prévu pour l'exercice s'élève à 13 525 434 533,30 HTG. Les décaissements du premier trimestre atteignent 2,127,760,895.13 HTG, soit un taux de consommation global de 16%.

Programmes avec décaissements significatifs :

- Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM) - Financement État Haïtien : Décaissements T1 : 1 364 293 603,21 HTG sur 5 063 746 394,70 HTG prévus (Taux : 26,94% des prévisions de l'exercice fiscal 2025-2026. C'est le principal moteur d'exécution, représentant à lui seul près de 64% de tous les investissements décaissés au trimestre.

Programmes de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) :

- HA-J0005 : 393 060 134,50 HTG décaissés (Taux : 14,50%).
- HA-J0007 : 252 445 393,64 HTG décaissés (Taux : 11,25%).

Ces programmes contribuent de manière substantielle, mais leur taux d'exécution révèle des retards dans le démarrage effectif des activités sur le terrain.

Programmes avec un démarrage faible ou nul :

- HA-J0008 (BID) : Seulement 5 989 883,74 HTG décaissés, soit un taux de consommation critique de 0,38%.
- Programme KOWEIT (Éducation & Santé) : Aucun décaissement (0 HTG) n'a été effectué au profit d'éventuels opérateurs.
- Programmes financés par l'État (PRPRLD, PSTD, Réhabilitation de 28 écoles) : Aucun décaissement (0 HTG) n'a été réalisé dans le cadre de ces trois programmes.
- Programme KORE-PEP (Taïwan & Colombie) : * Taïwan : 98 009 380,04 HTG décaissés (Taux : 27,52%). Performance relativement bonne ; * Colombie : 13 962 500,00 HTG décaissés (pour 0 HTG prévu).

Notons les remarques suivantes :

- La performance d'ensemble au cours du trimestre oct-décembre 2025 est excessivement dépendante du seul programme PUM. Si ce dernier venait à rencontrer des obstacles, l'ensemble du portefeuille d'investissement s'effondrerait.
- Le blocage à 0% des programmes de construction et de réhabilitation (écoles, pôles de développement, infrastructures santé), essentiels à la résilience à long terme, est un signal d'alarme.

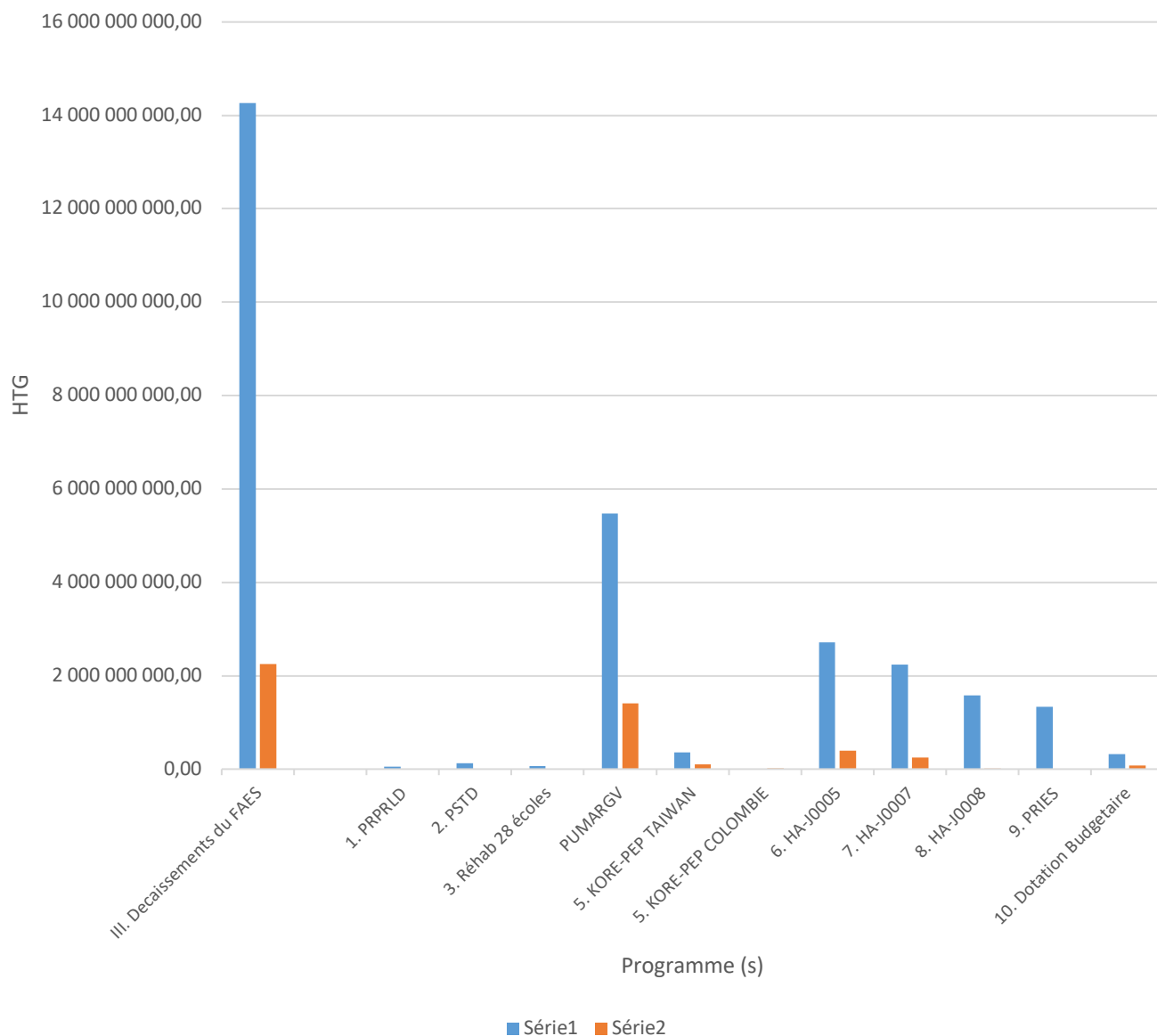
- Les fonds BID sont largement mobilisés (voir tableau des ressources), mais leur transformation en investissements réels sur le terrain est lente (taux de consommation faibles, notamment pour HA-J0008).
- Enfin, le FAES est capable de déployer des fonds substantiels, mais presque exclusivement sur des programmes d'urgence et de transferts, au détriment des investissements de reconstruction et de développement capitalisants. Cette situation, si elle se pérennise, pose la question de la durabilité de l'action du FAES et de sa capacité à contribuer à une sortie de crise structurelle, au-delà de la réponse humanitaire immédiate

Tableau 7 : Contribution du trimestre octobre-décembre 2025 à la Performance financière globale du FAES (investissements + Appui au fonctionnement) de l'exercice fiscal 2025-2026

Rubrique	Type	Source de Financement	Prévisions 25-26	Décaissements 25-26	Taux de consommation	Taux de variation	Contribution du premier trimestre aux résultats de l'exercice fiscal 2025-2026	
							Decaissement (octobre-décembre 2025)	%
III. Décaissements	A caractère social	GOH/TAIWAN/BID/KOWEIT	14,323,926,277.20	2,249,237,506.76	15.77%	84.23%	2,249,237,506.76	100%
1. Programme de Renovation des Pôles Régionaux et Locaux de Développement (PRPRLD)	A caractère social	TP	47,041,902.65	0	0.00%	100.00%	0	100%
2. Programme de Structuration Territoriale et de Développement (PSTD)	A caractère social	TP	119,849,391.43	0	0.00%	100.00%	0	100%
3. Réhabilitation 28 écoles	A caractère social	TP	60,405,834.11	0	0.00%	100.00%	0	100%
4. Programme d'Urgence Multisectoriel pour l'Apaisement et la Réinsertion des Groupes Vulnérables (PUM)	A caractère social	TP	5,479,035,617.43	1,407,978,339.45	25.70%	74.30%	1,407,978,339.45	100%
5. KORE-PEP	A caractère social	TAIWAN	356,400,000.00	103,975,416.75	29.17%	70.83%	103,975,416.75	100%
5. KORE-PEP	A caractère social	Colombie	0	13,962,500.00	–	–	13,962,500.00	100%
6. Programme de renforcement des filets de sécurité pour les populations vulnérables HA-J0005	A caractère social	BID	2,710,092,000.00	393,060,134.50	14.50%	85.50%	393,060,134.50	100%

Rubrique	Type	Source de Financement	Prévisions 25-26	Décaissements 25-26	Taux de consommation	Taux de variation	Contribution du premier trimestre aux résultats de l'exercice fiscal 2025-2026	
							Decaissement (octobre- décembre 2025)	%
7. Programme pour Lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser la résilience grâce à un filet de sécurité pour les personnes vulnérables HA-J0007	A caractère social	BID	2,244,000,000.00	252,445,393.64	11.25%	88.75%	252,445,393.64	100%
8. Programme communautaire de promotion de la sécurité humaine en Haïti (HA-J0008)	A caractère social	BID	1,584,000,000.00	5,989,883.74	0.38%	99.62%	5,989,883.74	100%
9. Programme de Reconstruction d'Infrastructures d'éducation et de Santé	A caractère social	KOWEIT	1,339,899,010.41	-	-	-		
10. Dotation Budgétaire	-	TP	326,000,000.00	71,825,838.68	22.03%	77.97%	71,825,838.68	100%

Dcaissements oct.-dec. 2025 (Investissements + Fonctionnement) par rapport aux previsions de l'exercice fiscal 2025-2026



D'après les données des Tableaux 5, 6 et 7, voici ce que représentent les dépenses de fonctionnement par rapport aux investissements pour le FAES au premier trimestre de l'exercice 2025-2026

Tableau 8 : Synthèse des investissements et des dépenses d'appui au fonctionnement

Catégorie	Montant Prévu (HTG): Ex fiscal 2025-2026	Montant décaissé :Oct.- dec. 2025	Taux de decaissement	Commentaire
A. INVESTISSEMENTS	13,525,434,533.30	2,127,624,211.48	15,73%	Portefeuille de projets (PUM, BID, Infrastructures, etc.).
B. APPUI AU FONCTIONNEMENT	741 644 133,16	121,476,611.63	16.38%	PUM, KORE-PEP / TAIWAN, Dotation Budgétaire
TOTAL GÉNÉRAL (A+B)	14,267,078,666.46	2,249,100,823.11	15,76%	Budget consolidé de l'exercice.

La part des dépenses de fonctionnement reste **marginale (5,4%)** par rapport à l'enveloppe colossale dédiée aux investissements et programmes (94,6%). Cela confirme le modèle d'une institution dont la quasi-totalité des ressources est allouée à l'aide directe et aux projets, avec une structure administrative légère. A noter aussi que Pour chaque **gourde de fonctionnement décaissée**, le FAES a décaissé **environ 17.5 gourdes d'investissements** (2,127,624,211.48 HTG / 121,476,611.63 HTG).

3.2.4 Performance Technique des programmes du FAES (Octobre-Décembre 2025)

Le tableau 8 complète l'analyse financière en présentant les réalisations techniques et physiques des principaux programmes du FAES pour le premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026.

Il permet de mesurer la performance opérationnelle et l'impact concret des projets sur le terrain, en comparant les objectifs quantitatifs initiaux aux réalisations effectives. Des indicateurs tels que le taux d'écart et la contribution du premier trimestre offrent un éclairage sur le rythme d'exécution des activités.

Cette analyse révèle les réalisations tangibles en matière d'aide alimentaire (distribution de kits, repas chauds), de transferts monétaires et de création d'infrastructures communautaires.

Tab. 9 : Interventions du FAES par rapport aux priorités gouvernementales (Octobre-decembre 2025)

Axe prioritaire du Gouvernement Haïtien	Programme ou composante de programme en exécution	Résultats escomptés (Ex. fiscal 25-26)	Résultats atteints (Octobre-decembre 25)	Résultats atteints (Ex. fiscal 25-26)	% d'avancement technique (Ex. Fiscal 2025-2026)	Source de financement
Relance économique et la réhabilitation des infrastructures : Soutien aux PME et modernisation des pratiques agricoles	Programme de Structuration Territoriale et de Développement	11 petits projets d'infrastructure receptionnes	0	0	0%	GOH
		11 petits projets d'infrastructure acheves	0	0	0%	
		Construction de 4 projets d'infrastructure realises	0	0	0%	
		Rue ea Ravine trompette dans la commune de Pilate/ Phase 2 betonnee	0	0	0%	
		Travaux de construction du Tribunal de paix de Mare-Rouge finalises	0	0	0%	
		Projet de Construction d'un ponceau dans la localité de Mme Combe, Picot et Pelerin dans la commune des Cayes acheve	0	0	0%	
		Caution de garantie de l'executant du Projet de bétonnage de rue/route ...	0	0	0%	
	Programme de Rénovation des Pôles Régionaux et Locaux de Développement	Travaux de 2 places publiques à Plateau Central finalises	0	0	0%	
		Projet de bétonnage de rue/route ... receptionne	0	0	0%	
		Deux (2) mini centres universitaires de l'Université Publique de l'Artibonite aux Gonaïves et à Saint-Marc / Phase 1 construits	0	0	0%	
		Construction d'une école communale à Lascahobas dans le département du centre (Catherine Flon à Morène, 1ère section Petit Fond) poursuivie	0	0	0%	
		Les travaux de construction d'une école de formation technique dans la commune de Limbé dans le Département du Nord sont acheves	0	0	0%	
		Pour l'achèvement de la construction du marché communal de Gros-Morne	0	0	0%	
		Projet de Construction de 2 centre culturel (Jean Rabel et Anse à Veau) acheve	0	0	0%	
	Programme de Réhabilitation de 28 écoles	Des écoles nationales de Métayer, Champy, Hérivaux et Finition de l'école nationale de Laborde sont rehabilitees	0	0	0%	GOH
	Programme de Reconstruction d'Infrastructures d'éducation et de Sante	Le lycée de Débouchette (Exécution & Supervision) est finalise	0	0	0%	KOWEIT
		Un hôpital à Sans Fil est construit	0	0	0%	
Sécurité alimentaire et accès aux services sociaux de base : Distributions ciblées aux populations vulnérables.	Programme d'Urgence Multisectoriel pour l'Apaisement et la Réinsertion des Groupes Vulnérables (PUM)	380,000 kits alimentaires / produits consommables après cuisson distribués	116280	116280	30,6%	GOH
		66,580 kits alimentaire / produits consommables sans cuisson distribués	0	0	0%	
		63,000 kits sanitaires et 15,000 récipients d'eau	0	0	0%	
		48 Restaurants Communautaires au profit des PDI	48	48	100%	
		671420 plats chauds distribués à partir des "Kantin Mobil"	264,000	264,000	39,31%	
		200 restaurants communautaires hors site	104	104	52%	
		83,000 transferts monétaires aux ménages vulnérables	54,796	54,796	66%	
		94,500 transferts monétaires aux ouvriers du textile	36,923	36,923	39%	

Axe prioritaire du Gouvernement Haïtien	Programme ou composante de programme en exécution	Résultats escomptés (Ex. fiscal 25-26)	Résultats atteints (Octobre-décembre 25)	Résultats atteints (Ex. fiscal 25-26)	% d'avancement technique (Ex. Fiscal 2025-2026)	Source de financement
		0 transfert monétaire aux parents ecoliers	161,118	161,118	—	
		Appui financier pour la distribution de soupe de l'Independence donne a travers 142 RK_ hors site	142	142	100%	
		Appui financier pour la distribution de soupe de l'Independence donne a travers 48 RK _ PDI	48	48	100%	
	Programme d'Assistance Sociale KORE-PEP	kits sanitaire	—	—	—	
		Approvisionnement de RK realise	—	—	—	
		1,008,000 plats chauds distribués	13,500	13,500	1,33%	TAIWAN
		43,712 kits alimentaires de type E distribués	3,794	3,794	8,67 %	
	Programme d'Assistance Sociale KORE-PEP COLOMBIE	1,550 kits sanitaire distribués	1,550	1,550	100%	COLOMBIE
		1 Approvisionnement de RK realise	1	1	100%	
		12,000 plats chauds distribues	12,000	12,000	100%	
		1,075 kits alimentaires de type E distribues	1,075	1,075	100%	
	Programme de renforcement des filets de sécurité pour les populations vulnérables (HA-J0005)	15 341 Ménages vulnérables ayant reçu des transferts monétaires non conditionnés	11,018	11,018	72%	BID
		3 521 Ménages ayant participé aux petits projets axés sur la résilience climatique	3,571	3,571	101%	
		54 petits projets communautaires lancés	57	57	106%	
		31 petits projets communautaires achevés	28	28	90%	
		4200 ménages vulnérables ayant reçu un paquet de soins de santé intégré	2119	2119	50,45%	
		4200 ménages vulnérables ayant bénéficié d'un paquet de soins intégrés ainsi que d'un transfert monétaire équivalent à USD 100	2008	2008	47,80%	
		4200 ménages vulnérables ayant reçu un paquet de soins intégrés accompagné d'un kit alimentaire.	2119	2119	50,45%	
		260 ménages ayant reçu des services complémentaires	110	110	42,30%	
		Ménages enquêtés et enregistrés dans le SIMAST				
	Lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser la résilience grâce a un filet de sécurité pour les personnes vulnérables (HA-J0007)	6400 Travailleurs bénéficiaires qui reçoivent des transferts pour leur participation à des projets de travail contre rémunération	0	0	0%	BID
		3840 Travailleurs hommes bénéficiaires qui reçoivent des transferts pour leur participation à des projets de travail contre rémunération	0	0	0%	
		2560 Travailleurs FEMMEs bénéficiaires qui reçoivent des transferts pour leur participation à des projets de travail contre rémunération	0	0	0%	
		114 petits travaux achevés	0	0	0%	
		80 petits travaux communautaires achevés(classés comme amélioration du cadre de vie)	0	0	0%	
		34 petits travaux communautaires achevés classés comme renforcement de la résilience au changement climatique	0	0	0%	
		7200 patients bénéficiaires qui reçoivent des transferts conditionnels aux services de soins de santé préventifs et thérapeutiques	4057	4057	56.34%	
		2160 hommes bénéficiaires de transferts conditionnés aux services de soins de prévention et de traitement	1217	1217	56.34%	
		3600 Femmes bénéficiaires de transferts conditionnels au service de santé préventive et curative	2029	2029	56.36%	
		360 personnes handicapées de sexe masculin bénéficient de transferts conditionnels aux services de soins de santé préventifs et thérapeutiques	0	0	0%	

Axe prioritaire du Gouvernement Haïtien	Programme ou composante de programme en exécution	Résultats escomptés (Ex. fiscal 25-26)	Résultats atteints (Octobre-decembre 25)	Résultats atteints (Ex. fiscal 25-26)	% d'avancement technique (Ex. Fiscal 2025-2026)	Source de financement
		360 femmes handicapées bénéficiaires de transferts conditionnels aux services de soins de santé préventifs et thérapeutiques	405	405	112.5%	BID
	Programme communautaire de promotion de la sécurité humaine en Haïti (HA-J0008)	37348 Ménages recevant des transferts inconditionnels	0	0	0%	
		19 392 bénéficiaires (ménages) reçoivent des transferts monétaires conditionnés	0	0	0%	
		275 Projets mis en œuvre	0	0	0%	
		5608 Personnes formées (formation professionnelle et socio-émotionnelle)	0	0	0%	
		403771 Personnes ayant reçu au moins un service de l'ensemble des soins essentiels par l'intermédiaire de leur réseau communautaire au cours de l'année écoulée (2)	0	0	0%	
		33000 Incitations du côté de la demande distribuées	0	0	0%	
		7 Campagnes de promotion des subventions auprès des ménages comptant des personnes handicapées exécutées	0	0	0%	
		9 Structures dans les départements prioritaires dont l'équipement a été modernisé au cours de l'année écoulée	0	0	0%	
		Personnels de santé formés à l'utilisation des protocoles de dépistage et de prise en charge des victimes de violences sexistes.	0	0	0%	
		Jeunes inscrits dans les espaces sécurisés pour les activités pour les jeunes	0	0	0%	
		Entreprises de jeunes sélectionnés, inscrites dans les incubateurs	0	0	0%	
		Programme sur mesure conçu pour soutenir la croissance et l'auto-développement des femmes entrepreneur	0	0	0%	
		56000 Nouveaux ménages intégrés dans le SIMAST.	0	0	0%	
		9 Districts sanitaires (UAS) qui ont conclu un plan de renforcement au cours de l'année considérée.	0	0	0%	

L'évaluation de la performance technique pour le premier trimestre de l'exercice 2025-2026 (octobre-décembre 2025) est réalisée en agrégeant les avancements de chaque programme, ce qui permet de dresser un bilan nuancé au niveau institutionnel.

Tab. 10 : Évaluation de la performance technique par Programme (Octobre-décembre 2025)

Programme / Source	Taux d'Avancement Technique (T1)	Catégorie de Satisfaction	Note	Justification Principale
KORE-PEP Colombie	100% (sur activités menées)	Exceptionnel (>100%)	6	Atteinte de 100% des cibles pour toutes les activités planifiées à travers ce programme. À noter que : les volumes sont modestes (ex: 1 550 kits sanitaires, 12 000 plats).
PUM (TP - GOH)	Variable (de 0% à 100%)	Moyenne : Peu Satisfaisant à Satisfaisant	3-4	Performance solide sur les transferts monétaires (66%), restaurants communautaires (100%) et "Kantin Mobil" (39,31%), mais retard majeur sur plusieurs distributions alimentaires (0% à 30,6%).
HA-J0005 (BID)	Variable (42,30% à 106%)	Moyenne : Satisfaisant à Très Satisfaisant	4-5	Excellents résultats sur les projets communautaires (106%), bons sur les transferts monétaires (72%). Début de mise en œuvre des soins de santé intégrés (≈50%).
KORE-PEP Taïwan	Très faible (1,33% à 8,67%)	Très Insatisfaisant	1	Avancement minimal, bien en deçà des cibles (ex: 1,33%

Programme / Source	Taux d'Avancement Technique (T1)	Catégorie de Satisfaction	Note	Justification Principale
				pour 1 008 000 plats chauds prévus).
HA-J0007 (BID)	0% (sauf soins de santé: 56,34%)	Très Insatisfaisant	1	Aucun progrès sur les indicateurs clés de transferts monétaires "travail contre rémunération" et petits travaux communautaires (0%). Seule la composante santé a démarré (56,34%).
HA-J0008 (BID)	0%	Très Insatisfaisant	1	Aucun indicateur n'a progressé au cours du trimestre, malgré la disponibilité financière.
Tous Programmes d'Infrastructure (GOH/Koweït)	0%	Très Insatisfaisant	1	Paralysie complète de tous les chantiers et projets structurants (infrastructures, écoles, marchés, etc.). Aucun résultat enregistré.

B. Performance Technique Globale du FAES (Niveau Institutionnel)

Pour établir la performance globale, on pondère l'importance stratégique des deux axes principaux du mandat :

Axe "Sécurité Alimentaire & Accès aux Services Sociaux" :

- **Performance Moyenne** : Entre Peu Satisfaisant (3) et Satisfaisant (4).
- **Justification** : La capacité opérationnelle est démontrée sur certains programmes actifs (PUM, HA-J0005), avec des résultats significatifs en transferts monétaires et restaurants

communautaires. Cependant, les retards profonds (KORE-PEP Taïwan) ou les blocages totaux (HA-J0007, HA-J0008) sur d'autres programmes essentiels tirent la moyenne globale de cet axe vers le bas.

Axe "Relance Économique & Réhabilitation des Infrastructures" :

- **Performance : Très Insatisfaisant (1).**
- **Justification :** Échec opérationnel complet (0% d'avancement) sur l'ensemble des projets de cet axe, pourtant prioritaire pour la relance et le développement territorial.

La performance technique globale du FAES pour ce trimestre est tirée vers le bas par **l'échec catégorique sur un pilier majeur de son mandat : la relance économique et la reconstruction**. Bien que des résultats significatifs et encourageants soient obtenus sur certains volets de l'urgence humanitaire et des filets sociaux, ils ne compensent pas la **paralysie totale des investissements structurants**. La note globale institutionnelle se situe dans la catégorie "**Peu Satisfaisant**", reflétant une exécution **déséquilibrée et incomplète** : les réussites partielles dans un domaine ne peuvent effacer l'inaction dans un autre, tout aussi critique. Cette situation souligne la nécessité d'un réexamen urgent des modalités de mise en œuvre des programmes d'infrastructure et un pilotage renforcé des programmes sociaux en retard.

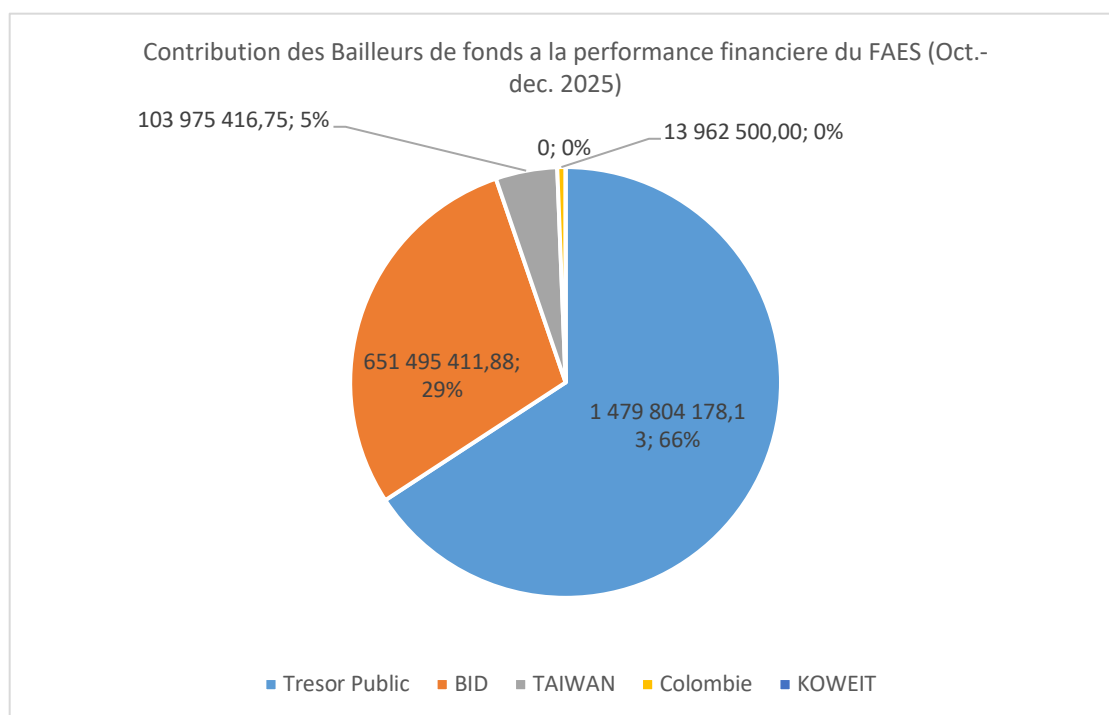
IV. Contribution des Bailleurs de Fonds à la performance financière du FAES (Oct.-déc. 25)

Le premier trimestre de l'exercice fiscal 2025-2026 (octobre-décembre 2025) a été marqué par **une** exécution financière significative, mais structurellement dépendante de deux sources principales : le Trésor **Public** haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Le tableau ci-dessous détaille la contribution de chaque bailleur aux décaissements totaux du trimestre.

Tableau 11 : Contribution des Bailleurs de Fonds aux décaissements du FAES (Oct.-déc. 2025)

Source de financement	Décaissements (HTG)	%
Trésor Public	1 479 804 178,13	65,79%
BID	651 495 411,88	28,97%
TAIWAN	103 975 416,75	4,62%
COLOMBIE	13 962 500,00	0,62%

Source de financement	Décaissements (HTG)	%
KOWEIT	0,00	0,00%
Total des décaissements	2 249 237 506,76	100,00%

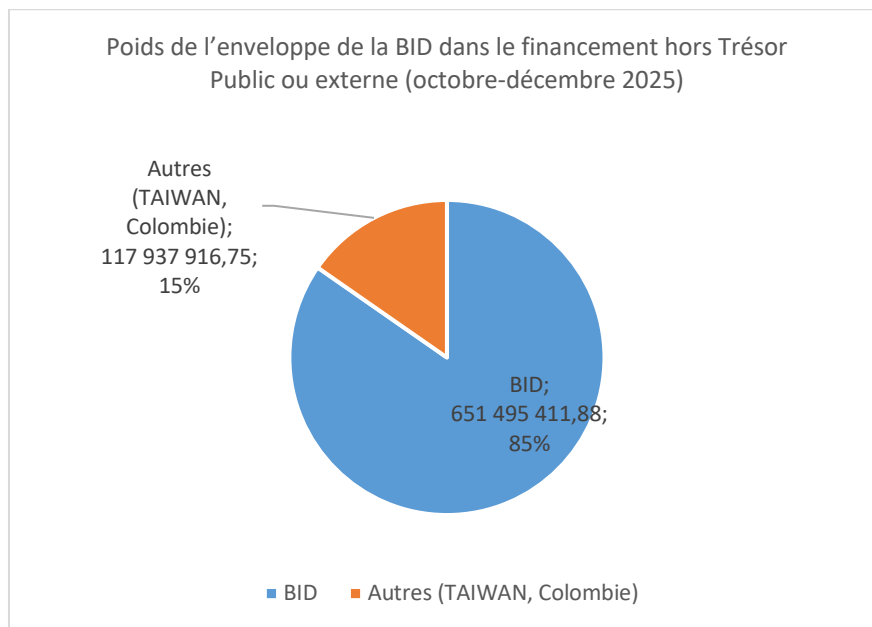


L'analyse de la répartition des financements fait clairement apparaître la **prédominance du financement interne** (Trésor Public), qui a représenté près des **deux tiers (65,79%)** des décaissements du trimestre. Cette performance est principalement portée par le **Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM)**, qui constitue le principal levier d'intervention du FAES dans le contexte de crise aiguë financé par le Gouvernement Haïtien.

Tandis que, la **Banque Interaméricaine de Développement (BID)** confirme son rôle de **partenaire financier externe majeur**, en contribuant à **près de 29%** des décaissements totaux. Son poids prépondérant au sein des financements externes est illustré dans le tableau complémentaire ci-dessous.

Tab#10 : Poids de l'enveloppe de la BID dans le financement externe (octobre-décembre 2025)

Financement externe	Montant (HTG)	%
BID	651 495 411,88	84,67%
Autres (TAIWAN, Colombie)	117 937 916,75	15,33%
Total Financements Externes	769 433 328,63	100,00%



De plus, les données du premier trimestre 2025-2026 confirment plusieurs tendances clés :

- **Double dépendance stratégique** : La performance financière du FAES repose simultanément sur un **programme unique (le PUM)** et un **partenaire externe dominant (la BID)**. Cette concentration expose l'institution à des risques opérationnels et de continuité en cas de choc sur l'une de ces deux sources.
- **Faible diversification des partenaires externes** : La BID finance à elle seule **près de 85% des décaissements externes**, révélant une difficulté à mobiliser d'autres bailleurs de fonds internationaux de manière significative.
- **Absence de mobilisation des fonds KOWEIT** : Conformément à ses procédures, le partenaire koweïtien n'a validé aucun dossier technique lui permettant d'effectuer de transfert de fonds vers

les comptes des exécutants du FAES au cours du trimestre, ses décaissements étant prévus d'être réalisés directement auprès des opérateurs sur le terrain.

Cette structure de financement, bien que permettant une réponse massive à l'urgence, souligne la nécessité impérieuse pour le FAES de **diversifier son portefeuille de bailleurs** et de **sécuriser des financements internes prévisibles et pérennes** pour assurer la soutenabilité de ses interventions et pouvoir mener à bien ses projets à plus long terme

V. RETOMBÉES DES INTERVENTIONS DU FAES

À travers ce chapitre, on présente quelques résultats de l'évaluation finale de deux (2) programmes clôturés par le FAES durant l'exercice fiscal 2024-2025. Spécifiquement, dans ce cas, il s'agit des résultats concernant les programmes HA-L1137 et HA-J0001 financés par la BID.

VI. ANALYSE DES RESULTATS

L'analyse des résultats du premier trimestre de l'exercice 2025-2026 révèle un bilan **contrasté**. Une exécution tangible dans l'assistance humanitaire d'urgence coexiste avec une paralysie inquiétante des projets structurants et des faiblesses systémiques dans les mécanismes de gestion interne et de suivi-évaluation. Cette performance s'explique par un ensemble de contraintes opérationnelles aggravées par le contexte, mais aussi par des opportunités à consolider et des défis critiques à surmonter pour renforcer l'efficacité, la redevabilité et la durabilité des interventions du FAES.

6.1 Contraintes

- **Insécurité persistante et limitation de l'accès** : La violence généralisée, notamment dans l'Ouest, l'Artibonite et le Centre, reste la contrainte absolue. Elle entrave la mobilité du personnel, le suivi physique des projets et l'accès aux bénéficiaires, reportant ou annulant des activités essentielles. L'absence de primes de risque formalisées pour le personnel exposé aggrave les risques psychosociaux et de démotivation.
- **Déficits systémiques dans les systèmes de suivi et de données** : L'outil numérique **COMMCARE**, pourtant central à la stratégie de ciblage et de suivi, souffre de lacunes critiques qui en limitent l'utilité opérationnelle : (1) il est **sous-alimenté en données par les opérateurs de terrain** ; (2) son **volet biométrique n'est pas opérationnel** ; et de manière plus structurelle, (3) **tous les programmes des filets sociaux ne sont pas encore systématiquement enregistrés sur cette plateforme**. Cette absence d'un registre central et complet empêche une vision unifiée et consolidée de la performance de l'ensemble du portefeuille, fragilisant la prise de décision stratégique et le reporting global de l'institution.
- **Lourdeurs et lenteurs administratives** : Les procédures internes de passation de marchés et d'engagement des dépenses restent complexes et lentes. La lenteur chronique dans la réalisation des **dépenses d'immobilisation du PUM** (véhicules, équipements) en est une illustration, paralysant la capacité logistique de l'institution.
- **Fragilités dans la gestion des ressources humaines** : Malgré des démarches de la Direction Générale pour les réduire, **des écarts significatifs subsistent, par exemple, entre les rémunérations des cadres payés sur les programmes BID et ceux financés sur le budget propre du FAES**. Cette disparité, source potentielle de démotivation et de tensions internes, constitue un frein à la cohésion des équipes et à l'attraction des talents vers les postes financés par l'État.
- **Faiblesse de la discipline de reporting et sous-utilisation des outils collaboratifs** : Une **culture de reporting irrégulière et tardive** persiste. Des responsables des Directions Techniques ne fournissent pas leurs rapports périodiques dans les délais. Parallèlement, **l'outil Google Drive Partage disponible**, pourtant un levier puissant pour la collecte, le partage et l'analyse collaborative des données en temps réel, n'est pas exploité, comme prévu, à son plein potentiel pour structurer le travail d'équipe et alimenter le système de suivi-évaluation.

6.2 Opportunités

- **Partenariats opérationnels et renforcement décentralisé** : Le recours aux réseaux d'ONG partenaires a permis de maintenir une présence dans des zones inaccessibles. Parallèlement, **la poursuite du renforcement des Bureaux Régionaux**, déjà identifiée comme une nécessité, constitue une opportunité stratégique pour ancrer durablement les capacités d'exécution et de suivi au plus près des communautés, améliorant ainsi la résilience et la pertinence des interventions.
- **Déploiement des technologies digitales et des transferts électroniques** : Malgré ses lacunes actuelles, la plateforme COMMCARE représente une opportunité majeure d'amélioration. Sa pleine exploitation, combinée à l'expansion des **transferts monétaires électroniques (MonCash)**, offre une voie pour une assistance plus **rapide, traçable, sûre et efficiente**, tout en favorisant l'inclusion financière.
- **Communication externe proactive** : Le FAES a consenti **des efforts notables en matière de communication externe**, comme en témoigne la clarté et la transparence de ce rapport trimestriel et les diverses publications réalisées par l'Unité de Communication. Cette situation est un atout pour renforcer la légitimité de l'institution, rendre compte aux citoyens et aux bailleurs, et plaider pour un financement accru et prévisible.
- **Capitalisation sur les modèles à succès** : Les évaluations finales des programmes clôturés (HA-L1137, HA-J0001) démontrent l'impact positif et la reproductibilité de certaines approches intégrées (santé-social, emploi des jeunes, filets sociaux). Ces modèles offrent des bases solides pour concevoir de futures interventions.

6.3 Défis à relever

- **Centralisation et discipline de reporting, une exigence non-négociable**. L'institution doit impérativement **imposer l'enregistrement systématique et à temps de toutes les données des programmes et activités du FAES dans ses bases de données (TOMPORTAILS, COMMCARE et autres) et généraliser l'utilisation disciplinée de l'outil Google Drive Partage disponible** pour le travail collaboratif et la remontée des données et informations. La qualité et la ponctualité du reporting interne doivent devenir des critères clés de performance individuelle et managériale.
- **Renforcement de la résilience communautaire et relance des infrastructures** : Le défi majeur reste la **transition de l'urgence vers le développement**. Cela implique de débloquer l'exécution des projets d'infrastructure (PRPRLD, PSTD, écoles) et d'intégrer systématiquement des composantes de renforcement des moyens de subsistance, de formation et d'appui à la production locale dans tous les programmes.
- **Diversification des canaux et sécurisation des financements** : Pour réduire la dépendance excessive au PUM et à la BID, le FAES, doit poursuivre auprès d'autres Bailleurs de Fonds les dernières démarches effectuées auprès de la Colombie pour **diversifier son portefeuille de bailleurs et plaider pour des décaissements publics plus rapides et prévisibles**. L'innovation dans les canaux de distribution (partenariats communautaires, firmes locales, logistique adaptée) est également nécessaire pour atteindre les zones les plus reculées.

- **Mise en place d'une politique intégrée de gestion et de motivation du personnel** : Au-delà de l'alignement des rémunérations en fonction des responsabilités (niveau académique, expériences) et non des sources de financement, il faut **formaliser une politique de gestion des carrières, de formation continue et de conditions de travail** adaptée au contexte de crise. Cela est essentiel pour retenir les compétences, motiver les équipes et attirer de nouveaux talents, condition sine qua non de la performance institutionnelle de manière durable.



ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES DE QUELQUES DÉTAILS CONCERNANT LES RÉALISATIONS DU FAES (OCTOBRE-DECEMBRE 2025)

Disbursements Payments Projections FAES OCT 2025						HTG 794,946,060.00
Disbursement date	Department	Programme	Nbr Of Beneficiaries	Amount	Cashout Fee	Total Amount
10-Oct-25	Ouest	PE	21,987	HTG 329,805,000.00	HTG 8,355,060.00	HTG 338,160,060.00
13-Oct-25	Grand'Anse	PE	3,943	HTG 59,145,000.00	HTG 1,498,340.00	HTG 60,643,340.00
13-Oct-25	Sud	PE	5,744	HTG 86,160,000.00	HTG 2,182,720.00	HTG 88,342,720.00
14-Oct-25	Sud'Est	PE	5,120	HTG 76,800,000.00	HTG 1,945,600.00	HTG 78,745,600.00
14-Oct-25	Centre, Nippes	PE	4,524	HTG 67,860,000.00	HTG 1,719,120.00	HTG 69,579,120.00
15-Oct-25	Nord'Est, Nord'Ouest	PE	1,486	HTG 22,290,000.00	HTG 564,680.00	HTG 22,854,680.00
15-Oct-25	Nord	PE	3,381	HTG 50,715,000.00	HTG 1,284,780.00	HTG 51,999,780.00
16-Oct-25	Artibonite	PE	5,502	HTG 82,530,000.00	HTG 2,090,760.00	HTG 84,620,760.00
17-Oct-25	ALL DEPARTMENTS	MV				
			51,687	HTG 775,305,000.00	HTG 19,641,060.00	HTG 794,946,060.00

Nan kad Pwogram Ijans Miltisektoryèl la (PUM), Gouvènman Repiblik la, atravè Ministè Afè Sosyal ak Travay (MAST) nan tèt kole ak Ministè Edikasyon Nasyonal ak Fòmasyon Pwofesyonèl (MENFP), gras ak ekspètiz, Fon Asistans Ekonomik ak Sosyal (FAES), deside kontinye sipòte paran yo pou rantrè lekòl la.

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) poursuit ses actions en vue de réhabiliter le Lycée Anténor Firmin, à Port-au-Prince. HA-J0005

Point de presse conjointe entre le FAES et le MENFP sur l'avancement du processus de transferts monétaires. Octobre 25

Photo 1



Photo 2



Photo 5



Port-au-Prince, le 21 octobre 2025 — Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a organisé une séance de concertation axée sur le renforcement des interventions en faveur des personnes déplacées internes (PDI).

Photo 4



Photo 7



Photo 6



Au cours des journées du 20 et du 21 octobre 2025, une distribution quotidienne de 5 500 plats chauds a été réalisée sur le site du MTPTC à Delmas, offrant un soulagement tangible à plusieurs centaines de familles en situation de vulnérabilité.

En parallèle, le FAES a procédé à la préparation de 24 000 plats chauds, composés de riz collé et de poulet, destinés aux déplacés internes de ces deux communes.



Photo 11



Photo 10



Port-au-Prince, lundi 27 octobre 2025.

Dans le cadre du programme « Kore PEP », une initiative de solidarité visant à soutenir les familles les plus vulnérables, une importante cérémonie d’approvisionnement s’est tenue ce matin au Restaurant Communautaire du site École Nationale République Colombienne, à Bourdon.

Photo 12



Photo 13



Le Fonds d’Assistance Économique et Sociale (FAES) poursuit ce lundi 27 octobre 2025 son opération quotidienne de distribution de plats chauds au profit des personnes déplacées internes des communes de Delmas et de Port-au-Prince. Un total de 24,000 plats chauds composés de riz collé et de légume est préparé dans le cadre de cette initiative de solidarité.



Opération de distribution de plats chauds Samedi 1er novembre 2025

Dans le cadre du programme Kantin Mobil (KM), le FAES a réalisé ce samedi 1er novembre 2025 une importante opération de distribution de 15,000 plats chauds (riz collé et ragoût) au profit des personnes déplacées internes de Port-au-Prince et Pétion-Ville.



Photo 17



Photo 16

Port-au-Prince, le 3 novembre 2025 – Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), sous le haut patronage du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), a procédé ce lundi 3 novembre 2025 au lancement officiel du programme "Restaurants hors site".



Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a réalisé une initiative significative grâce au soutien de la République de Chine-Taiwan en distribuant 135 000 plats chauds. Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme Kore Pèp et a eu lieu du 2 au 6 novembre 2025.

Photo 20



Photo 21



Le Conseil Présidentiel de Transition et la Primature, par le biais du Ministère des Affaires Sociales et du Travail, ont sollicité le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) pour apporter une aide aux personnes déplacées internes dans la commune de Las Cahobas. En réponse à cet appel, le FAES a organisé la distribution de 2 500 kits alimentaires destinés à ces compatriotes en situation précaire



Photo 23



Photo 22

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) fait des progrès significatifs dans la réhabilitation de la route de Morne Droit à Saint Jean du Sud. Actuellement, plusieurs dizaines de mètres de la route ont été recouverts de béton, renforçant ainsi l'infrastructure locale. HA-J0005



Photo 25



Photo 24

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) poursuit avec détermination les travaux de réhabilitation routière sur le tronçon reliant Balix à Saint-Jean-du-Sud. Actuellement, le bétonnage de plusieurs dizaines de mètres linéaires se poursuit dans les sections les plus difficiles, apportant une amélioration significative aux conditions de circulation. HA-J0005



Photo 26



Photo 27

Les travaux de réhabilitation de la route de « Boulé », située dans la deuxième section communale de Saint Jean du Sud, avancent rapidement, promettant d'améliorer la mobilité des habitants de la région. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme de Renforcement des Filets de Sécurité destiné aux Populations Vulnérables (HA-J0005), soutenu financièrement par la Banque Interaméricaine de Développement (BID).



Photo 29



Photo 28

Les travaux de construction d'une nouvelle place publique à Nan Franklin touchent à leur fin. Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), dans le cadre de sa stratégie visant à améliorer les conditions de vie des habitants des zones reculées, s'engage à offrir un espace de loisirs aux riverains, avec une attention particulière pour les jeunes. Cette initiative s'inscrit dans le Programme de Renforcement des Filets de Sécurité pour les Populations vulnérables (HA-J0005) et bénéficie d'un financement de la Banque Interaméricaine de Développement (BID)



Photo 30



Photo 31

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a démarré, début novembre, une série de formations socio-émotionnelles. Ces sessions visent à préparer les ressources nécessaires pour la réhabilitation de 110 mètres linéaires de canal et l'aménagement de Carrefour Martin, dans la commune de Gros Morne. HA-J0005



Photo 32

Dans le cadre de sa mission de soutien aux ménages les plus vulnérables et en étroite coordination avec la Direction Générale de la Protection Civile, le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) conduit, du 20 au 22 novembre 2025, une vaste opération de distribution de 11 224 kits scolaires à travers plusieurs communes.



Photo 33



Photo 34

Discours de M. Serge Gabriel Collin, Directeur Général du Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) à l'occasion de la Visite d'une délégation de la Banque interaméricaine de Développement (BID) en Haïti.



Photo 35



Photo 36

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a une nouvelle fois réaffirmé sa mission de proximité et de solidarité en renforçant ce lundi ses interventions dans le département du Centre, à travers la distribution de 1 500 kits alimentaires destinés aux personnes déplacées et aux familles les plus vulnérables de la commune de Maïssade.



Photo 38



Photo 37

Les 25 et 26 novembre 2025, le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), à travers sa Direction de la Lutte contre la Pauvreté, a mené une importante intervention humanitaire dans le département du Centre. 5000 kits



Photo 39



Photo 40

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) a récemment lancé dix nouveaux chantiers dans le département de la Grand'Anse, pour améliorer les conditions de vie des populations locales. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme de Renforcement de Filets de Sécurité pour les populations vulnérables (HA-J0005), financé par la Banque Interaméricaine de Développement.



Photo 42



Photo 41

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) organise, ce vendredi 5 décembre 2025, la 2e Table ronde sectorielle à l'hôtel Kinam autour de la validation du Protocole de gestion migratoire. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des travaux conjoints menés par la Cellule tripartite FAES / ONM / BID.



Photo 43



Photo 44

Dans un contexte humanitaire toujours délicat, le FAES, à travers le Programme Kore Pep, poursuit avec détermination ses interventions en faveur des familles déplacées vivant dans la commune de Delmas. Grâce au soutien constant du gouvernement colombien, une vaste opération de préparation et de distribution de plats chauds a été réalisée les 6 et 7 décembre 2025. 3000 plats chauds



Photo 46



Photo 45

Lancement du 12e round de la matrice de suivi des déplacements (DTM) de populations en Haïti



Photo 47